

**BILAN
SOCIAL
2021**





TABLE DES MATIERES

Introduction	1
Qui sommes-nous ?	7
Nos valeurs	9
Notre histoire	11
Notre gouvernance	23
Les Personnes	27
Focus : La nouvelle stratégie	29
Ressources Humaines	33
Transparence et contrôle interne	35
Ressources financières et collecte de fonds	37
Nos bailleurs de fonds	38
Secteurs d'intervention	39
Nos missions	41
Focus : Covax	81
Focus : <i>Suivi de la protection</i>	85
Note méthodologique	88
Contacts	91

Introduction

BILAN SOCIAL INTERSOS 2021

En 2021, INTERSOS a été active dans 20 pays¹, en assurant son aide et sa protection humanitaire à plus de quatre millions de personnes dans le besoin.

L'Organisation s'est concentrée sur les plus grandes crises, presque toutes complexes, c'est à dire les contextes où les besoins humanitaires résultent de l'imbrication de graves problèmes environnementaux et de conflits. Il s'agit notamment de l'Afghanistan, du Yémen, du Nigeria et du Cameroun, du Burkina Faso et du Tchad, des pays impliqués dans la crise syrienne, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo et du Soudan du Sud.

2021 a encore été une année complexe, jalonnée de nombreux entraves aux organisations non gouvernementales. L'accès humanitaire a été particulièrement compliqué en raison des conflits en cours et des restrictions imposées par les différents acteurs impliqués. Une année toujours marquée par les séquelles de la pandémie de Covid-19, ayant de graves conséquences sur les revenus et les moyens de subsistance des communautés les plus vulnérables.

Les besoins humanitaires à l'échelle mondiale ont également augmenté en 2021 : au mois de décembre, 274 millions de personnes avaient besoin d'aide et de protection humanitaire, soit 1 personne sur 29, ce qui représente une augmentation significative par rapport à 1 personne sur 33 en 2020 et 1 personne sur 45 en 2019, ce qui représentait déjà les chiffres les plus élevés depuis des décennies. À la mi-2021, le nombre de personnes déplacées dans le monde avait dépassé 84 millions, un chiffre effarant. Cela signifie que plus de 1 % de la population mondiale est actuellement déplacée, dont 42 % sont des enfants².

Nous mettons en valeur quelques aspects clés de la situation humanitaire mondiale : les conflits, la crise alimentaire, la pandémie de Covid-19 et la crise de protection liée aux restrictions de l'aide humanitaire.

¹ INTERSOS a réalisé une étude de faisabilité et a ouvert un nouveau bureau en Iran en 2021, les opérations débuteront en 2022.

² Aperçu de la situation humanitaire mondiale, 2022.

Les conflits : ils demeurent la cause principale des besoins humanitaires. Environ 80% des besoins sont générés par une situation de conflit, qu'elle soit de haute ou de basse intensité, ayant des conséquences immédiates sur la capacité des communautés à accéder aux ressources, à engendrer des revenus et à investir dans des facteurs de stabilisation et de développement tels que l'éducation et la santé publique.

La sécurité alimentaire : c'est l'une des conséquences directes des conflits et de l'instabilité. La situation a encore empiré en 2021, en raison de la combinaison de l'impact de la pandémie, des conflits et des conséquences du changement climatique. Plus de 811 millions de personnes dans le monde sont sous-alimentées³.

Au cours de 2021, le travail d'INTEROS s'est principalement concentré sur des interventions de protection intégrées à des activités d'accès à la santé afin d'améliorer la sécurité et le bien-être et de garantir la dignité des populations touchées par la crise.

La protection humanitaire englobe toute une série d'activités, notamment : *le suivi de la protection**, visant à comprendre la diversité des risques et des besoins des différents groupes et individus en fonction de l'âge, du genre et de la diversité (AGD), le soutien juridique aux populations déplacées, le soutien psychosocial, l'assistance économique et la gestion des cas particulièrement vulnérables tels que les survivants de violences sexistes et la protection des enfants. L'approche intégrée de la protection et de la santé garantit l'accès aux soins de santé primaires, en s'attaquant à la malnutrition et en fournissant de l'assistance en matière d'eau et d'assainissement (WASH) si nécessaire.

Pour répondre dûment aux risques et aux défis liés à la protection, notamment en ce qui concerne la violence à caractère sexiste et la protection des enfants, INTEROS a de plus en plus appliqué une réponse holistique, caractérisée par des programmes intégrés qui assurent des activités de protection, l'accès aux soins de santé primaires pour les populations en crise, la lutte contre la malnutrition aiguë et l'apport de l'aide WASH si nécessaire.

La pandémie de Covid-19, qui s'est déclarée en 2020, a continué à affecter gravement de nombreux pays où INTEROS est active, entraînant des conséquences importantes sur des populations souvent déjà très éprouvées. INTEROS a poursuivi et maintenu son engagement à répondre à cette pandémie, en apportant notamment son soutien aux personnes les plus vulnérables. Plus précisément, et depuis son lancement à la mi-2020, INTEROS a rejoint l'initiative COVAX⁴. Elle l'a fait en tant qu'organisation qui s'occupe

* *Le suivi de la protection implique la collecte, la vérification et l'analyse d'informations afin d'identifier les violations des droits humains et les risques de protection rencontrés par les populations déplacées ou affectées par d'autres crises.*

³ FAO, L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, 2021.

⁴ Initiative menée par GAVI CEPI OMS et Unicef, afin de promouvoir la distribution équitable des vaccins dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

régulièrement des défis humanitaires des réfugiés, des demandeurs d'asile, des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et des migrants, ainsi que des individus et des groupes en situation d'extrême exclusion, et en sachant que la priorité des vaccins dans les pays doit inclure tous ces groupes. En 2021, en commençant par le Yémen, le Nigéria et le Burkina Faso, l'on a mis en place un ensemble d'interventions reposant sur quatre piliers : l'activation communautaire, les renseignements à la population, la gestion et le soutien de la chaîne du froid, ainsi que l'administration directe du vaccin.

Les ONG humanitaires, jouant un rôle clé dans le soutien aux personnes touchées, s'appuient sur le Droit international humanitaire pour avoir accès aux communautés impliquées. En 2021, les violations du Droit international humanitaire se sont poursuivies, par une augmentation des restrictions et des limitations de l'aide humanitaire. L'impact des conflits sur les civils est ravageur, les civils représentant près de 90 % des victimes de guerre⁵. De plus, 117 travailleurs humanitaires ont été tués l'année dernière, dont 108 travaillaient dans leur propre pays⁶.

L'année 2021 a également représenté un moment important de réflexion interne pour INTERSOS. Cela a conduit à l'identification non seulement de la nouvelle stratégie, mais aussi d'une approche d'intervention renouvelée, qui consolide l'accent mis sur la qualité de l'intervention et la satisfaction des personnes dans le besoin.

Un rapport annuel est souvent l'occasion de décrire les activités de l'année en cours. Les premiers mois de 2022 ont été caractérisés par la réponse aux conséquences humanitaires du conflit en Ukraine. Une intervention a été lancée pour fournir des soins médicaux, une protection et un soutien psychosocial aux personnes fuyant le conflit, en mettant l'accent sur les plus vulnérables comme les femmes et les enfants dans les zones frontalières en Pologne, en Moldavie et en Ukraine.

Enfin, le 25 novembre prochain, INTERSOS célébrera ses 30 ans, une étape importante dans son parcours de croissance. Ce sera aussi l'occasion de promouvoir une réflexion ouverte sur les défis du présent, en examinant les transformations du système humanitaire et le rôle de notre Organisation au sein de celui-ci, en se concentrant toujours sur la raison profonde de notre engagement : les personnes que nous aidons et notre capacité à offrir des réponses appropriées et significatives à leurs besoins.

Marco Rotelli
Président

Konstantinos Moschochoritis
Directeur Général

⁵ Nations Unies : <https://www.un.org/press/en/2022/sc14904.doc.htm> .

⁶ Aperçu de la situation humanitaire mondiale(GHO), 2022.





Protection



Santé et Nutrition



Eau et Hygiène



Sécurité alimentaire



Distributions et abris d'urgence



Éducation d'urgence

82 208 126 €

BUDGET CONSACRÉ AUX ACTIVITÉS

221

PROJETS RÉALISÉS

4 069 300

PERSONNES ATTEINTES

3 281

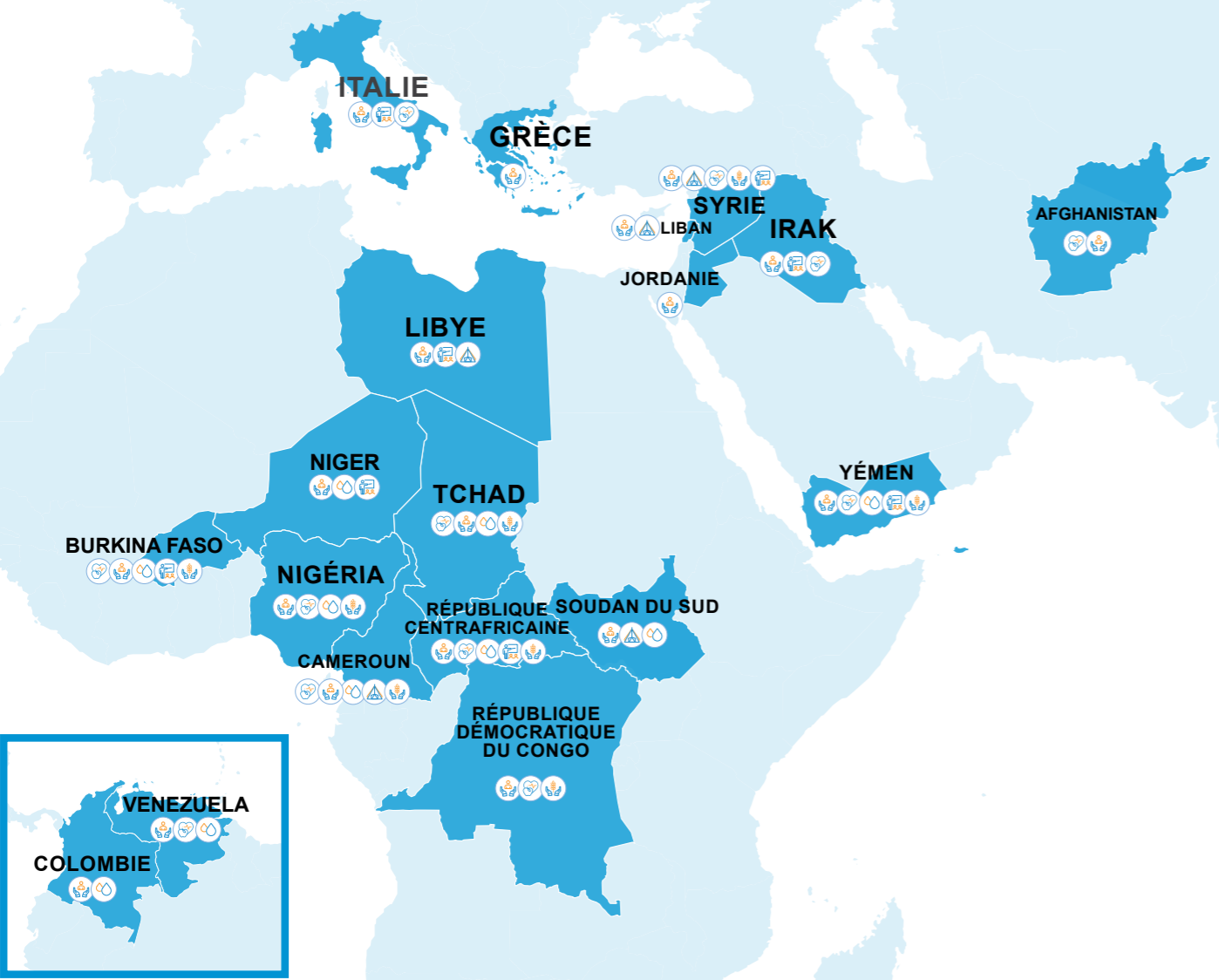
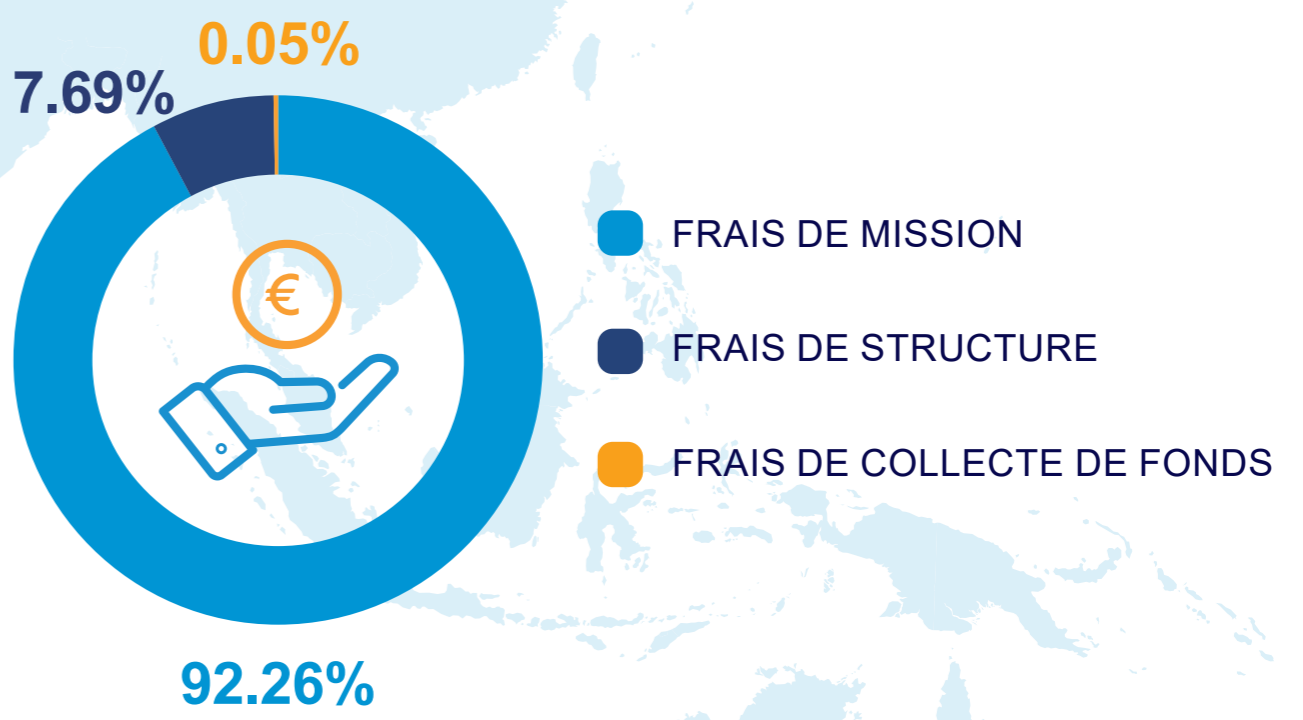
PERSONNEL*

*AU 31.12.2021

Objectifs de développement durable



Comment les fonds sont utilisés



Qui Sommes-nous ?

INTERSOS est une Organisation humanitaire internationale basée en Italie, qui intervient dans des situations d'urgence et de crise pour apporter une aide immédiate aux personnes dont la vie est menacée par les conflits, la violence, l'extrême pauvreté, des catastrophes naturelles ou d'origine humaine. Depuis 1992, nos travailleurs humanitaires portent secours aux populations touchées par des crises humanitaires, en se concentrant sur la protection des plus vulnérables, à travers l'apport de soins médicaux, la distribution des produits de première nécessité et des abris d'urgence. En fournissant des capacités opérationnelles et des ressources, nous contribuons à répondre aux besoins fondamentaux tels que le droit à la nourriture, à l'eau, à la santé, au logement et à l'éducation.

INTERSOS vise à accroître sa présence dans les territoires touchés, en améliorant la qualité de ses interventions afin d'atteindre un nombre croissant de personnes dans des conditions vulnérables et dangereuses. En même temps, elle entend jeter les bases pour initier des processus de développement et mobiliser la société sur les valeurs humanitaires, les droits fondamentaux et la dignité de chaque être humain.

INTERSOS mène ses interventions pour construire un monde basé sur l'égalité, la justice, l'accès équitable aux droits et aux ressources, la paix et la solidarité. Le personnel est guidé par notre Charte des valeurs et par les principes humanitaires de neutralité, d'impartialité et d'indépendance.

La forme juridique d'INTERSOS est celle d'une Association reconnue. INTERSOS a modifié ses Statuts conformément à la réglementation sur les Organismes du Tiers Secteur (Décret législatif n° 117 du 3 juillet 2017 – Code du tiers secteur italien), mais elle n'a pas encore été enregistrée auprès du RUNTS, le registre unique du Tiers secteur italien. Elle a donc conservé son statut d'association sans but lucratif.



INTERSOS poursuit, sans but lucratif, ses fins civiques, solidaires et d'utilité sociale en réalisant et en exerçant exclusivement ou principalement une ou plusieurs activités d'intérêt général, telles que visées à l'article 5 du Code du Tiers Secteur italien (décret législatif 117/2017) énumérées ci-dessous, avec une référence spécifique à :

- **la coopération au développement ;**
- **les interventions et les services de santé ;**
- **l'éducation, l'enseignement et la formation professionnels, ainsi que les activités culturelles d'intérêt social ayant un objectif éducatif ;**
- **l'accueil humanitaire et l'intégration sociale des migrants ;**
- **la promotion de la culture de la légalité, de la paix entre les peuples et de la non-violence ;**
- **la promotion et la protection des droits humains, civils et sociaux.**

À cette fin, l'association promeut et met en œuvre, directement ou en collaboration avec d'autres entités, toutes les interventions humanitaires et solidaires possibles considérées comme nécessaires à la poursuite de ses objectifs, y compris celles liées à la prévention, à la formation des opérateurs locaux et internationaux, à l'éducation à la citoyenneté mondiale et à la solidarité internationale, au témoignage auprès de l'opinion publique et à la diffusion des principes humanitaires.

INTERSOS est une Organisation indépendante, partenaire de nombreuses associations et organisations locales et des principales institutions et agences européennes ainsi qu'internationales. Elle est membre de l'ICVA⁷, de VOICE⁸, de LINK 2007⁹, a un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies et un statut d'observateur auprès de l'Organisation internationale des migrations.

⁷ L'ICVA est un réseau mondial d'organisations non gouvernementales dont la mission est de rendre l'action humanitaire plus fondée et plus efficace en travaillant de manière collective et indépendante pour influencer les politiques et les pratiques. Ce réseau diversifié comprend plus de 100 ONG membres travaillant dans 160 pays aux niveaux mondial, régional, national et local.

⁸ VOICE, qui signifie "Voluntary Organisations in Cooperation in Emergencies", est un réseau d'ONG qui promeut une aide humanitaire efficace dans le monde entier depuis 1992. VOICE est le principal interlocuteur des ONG des valeurs de ses 86 organisations membres.

⁹ LINK 2007 est une association de coordination de plusieurs ONG italiennes : AMREF, CESVI, CIAI, CISP, COOPI, COSV, ELIS, ICU, INTERSOS, LVIA, MEDICI CON L'AFRICA CUAMM, WEWORLD, WORLD FRIENDS. Elle a été créée pour partager et mettre en commun des valeurs, des connaissances et des expériences, afin de donner plus de force à la coopération au développement et à l'aide humanitaire, dans le but d'améliorer la qualité de la coopération et des partenariats pour le développement.

Nos Valeurs



“ *Homo sum, nihil humani
a me alienum puto* ”

Je suis un être humain et rien de ce qui est humain ne m'est étranger (Terence, 195-159 av. J.-C.).

Telle est la synthèse du premier principe d'INTERSOS, dont découlent ses valeurs et qui caractérise toutes ses actions. C'est l'affirmation de la centralité de l'être humain, des principes d'égalité, de justice, de paix, de solidarité et donc du devoir de chaque individu d'aider toutes les personnes vivant dans des conditions de besoin et de souffrance et de le faire d'une manière qui ne soit pas conditionnée par des considérations ou des convictions d'une autre nature.

INTERSOS est :

Sans Barrières

INTERSOS opère en cohérence absolue avec les principes de la Déclaration Universelle et de la Convention Européenne des Droits de l'Homme : elle n'applique aucune distinction ou discrimination basée sur la race, le sexe, la foi religieuse, la nationalité, l'origine ethnique ou la classe sociale des personnes qui ont besoin d'aide.

Impartiale

Pour INTERSOS, la victime doit être considérée comme telle dans tous les cas, indépendamment de toute différence politique, religieuse, sociale ou d'appartenance. Ses activités humanitaires s'adressent de manière impartiale à toute population et personne en danger ou dans un état de besoin grave. Cela n'empêche pas INTERSOS d'identifier toute responsabilité personnelle ou institutionnelle en relation avec des événements catastrophiques individuels, qu'ils soient naturels ou produits par la volonté humaine, et de prendre une position publique.

Indépendante

INTERSOS n'est subordonné à aucune exigence politique ou idéologique, nationale ou internationale. L'indépendance de pensée et de jugement légitime d'INTERSOS à signaler toutes les violations des droits de l'homme et toutes les formes d'injustice et d'iniquité sans être influencée. Le même principe d'indépendance détermine les critères de choix des bailleurs de fonds publics et privés.

Sensible aux cultures locales

INTERSOS œuvre en appliquant des méthodes et des comportements qui respectent les contextes culturels et religieux locaux.

Attentive au potentiel local

INTERSOS place toujours la valeur et la dignité de l'être humain au centre de ses activités. C'est pour cette raison qu'elle associe immédiatement la population locale aux activités, en valorisant et en développant les aptitudes et les compétences des individus et des communautés et en éliminant progressivement la dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure. La relation avec la population est basée sur l'écoute, le dialogue, l'échange et la participation.

Professionnelle de la solidarité

INTERSOS considère la solidarité et le professionnalisme comme deux composantes indispensables et indissociables de son action humanitaire et donc des éléments essentiels pour répondre avec humanité, efficacité et qualité aux besoins des populations.

Transparente

INTERSOS fonctionne grâce aux financements de bailleurs de fonds privés et publics. Les états financiers de chaque projet individuel sont contrôlés par les bailleurs de fonds publics et certifiés par des cabinets d'audit. Le bilan général annuel est certifié et rendu public.

Notre Histoire

1992-2022



1992

SOMALIE

INTERSOS a lancé son premier projet en Somalie où, peu après, elle a repris l'hôpital régional de Jowhar, le seul centre médical de toute la région du Moyen-Chébéli.



1993

BOSNIE ET MOZAMBIQUE

INTERSOS est intervenue dans le centre et le nord de la Bosnie, répondant aux besoins de la population touchée par la guerre. Elle a également lancé des opérations au Mozambique, pour faciliter le retour des réfugiés du Malawi.



1994

BURUNDI ET RWANDA

INTERSOS a ouvert des missions au Burundi, pour aider les réfugiés rwandais, et au Rwanda, pour soutenir le système national de santé et faciliter le rapatriement des réfugiés du Zaïre (maintenant République démocratique du Congo).



1995

TCHÉTCHÈNIE ET INGOUCHIE

INTERSOS est intervenue pour aider les réfugiés tchétchènes fuyant vers la République d'Ingouchie en fournissant, assemblant et équipant des maisons préfabriquées. En Tchétchénie, à Grozny, INTERSOS a soutenu le "Railway Hospital".



1996

UNITÉ DE LUTTE CONTRE LES MINES

L'unité de lutte contre les mines a été créée, d'abord en Bosnie, ensuite en Angola, en Afghanistan et en Irak, pour les activités humanitaires de déminage.



1997

ALBANIE

INTERSOS a commencé son intervention en Albanie, en se concentrant sur la distribution de la nourriture et des produits de première nécessité, la réhabilitation et l'équipement d'hôpitaux et de centres de santé, la réhabilitation d'écoles, de routes rurales et de bâtiments publics.



Notre Histoire

1992-2022



1998

ANGOLA

L'intervention d'INTERSOS en Angola a commencé par des projets de sécurité alimentaire, la distribution de kits d'hygiène et de produits de première nécessité, des programmes pour le retour des personnes déplacées et des activités de déminage.



1999

NICARAGUA

Suite à la dévastation causée par l'ouragan Mitch, INTERSOS est intervenue dans la région de Chinandega par le biais de programmes de sécurité alimentaire et de soutien à la reconstruction.



2000

ERITRÉE

INTERSOS a ouvert une mission en Érythrée pour répondre à l'urgence de la sécheresse.



2001

AFGHANISTAN

INTERSOS a lancé sa mission en Afghanistan pour aider la population par des programmes de sécurité alimentaire, d'accès à l'eau et de traitement de la malnutrition.



2002

KOSOVO

Au Kosovo, INTERSOS a soutenu un programme de restauration et de reconstruction de trois mosquées et de conservation des fresques de plusieurs églises orthodoxes.



2003

IRAK

INTERSOS a commencé son intervention en Irak par des projets d'aide au rapatriement des réfugiés irakiens d'Iran et d'Arabie saoudite, de réhabilitation des centres médicaux à Bagdad, de projets de déminage et de suivi de la protection*.

* Le suivi de la protection implique la collecte, la vérification et l'analyse d'informations afin d'identifier les violations des droits humains et les risques de protection auxquels sont confrontées les personnes déplacées ou d'autres populations touchées par la crise.



Notre Histoire

1992-2022



2004

SOUDAN DU SUD ET TCHAD

INTERSOS a ouvert ses missions au Soudan et au Tchad pour soutenir les personnes fuyant le Darfour.



2005

SRI LANKA

INTERSOS a répondu au tremblement de terre et au tsunami catastrophiques de décembre 2004 par un projet de reconstruction à Mutur (dans le Nord-Est du pays).



2006

SOUDAN DU SUD ET LIBAN

INTERSOS a ouvert sa première base au Soudan du Sud, à Bor, pour apporter de l'assistance et de la protection, et au Liban, pour aider la population des régions du Sud pendant et après le conflit avec Israël.



2007

PAKISTAN

INTERSOS a complété le projet d'aide aux réfugiés afghans au Pakistan et aux communautés d'accueil par la distribution de nourriture et la réhabilitation de l'eau et des infrastructures sociales.



2008

YÉMEN

Les opérations ont commencé au Yémen pour aider les réfugiés dans les camps et les victimes de la traite des êtres humains.



2009

MAURITANIE ET RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

INTERSOS a ouvert une mission en Mauritanie, à Boghé, pour soutenir le rapatriement des Mauritaniens qui ont fui à la fin des années 1980. L'intervention en République démocratique du Congo a également commencé.



Notre Histoire

1992-2022



2010

HAÏTI

INTERSOS a démarré une intervention d'urgence pour répondre aux besoins des victimes du violent tremblement de terre en Haïti qui a détruit la capitale Port-au-Prince.



2011

ITALIE

INTERSOS a lancé sa première intervention en Italie avec l'ouverture du Centre A28 à Rome, un centre de nuit pour les mineurs étrangers non accompagnés en transit vers l'Europe du Nord.



2012

JORDANIE

INTERSOS a ouvert une nouvelle mission en Jordanie afin de fournir de l'assistance humanitaire aux réfugiés syriens dans le pays.



2013

**MOYEN-ORIENT
ET PHILIPPINES**

INTERSOS a intensifié sa réponse au conflit syrien au Moyen-Orient en soutenant les réfugiés syriens et les Libanais vulnérables. Elle est intervenue aux Philippines après le typhon Haiyan.



2014

**RÉPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE**

INTERSOS est intervenue pour la première fois dans le pays afin de venir en aide à la population touchée par la violence causée par le conflit interne.



2015

**NÉPAL ET LA
ROUTE DES
BALKANS**

INTERSOS est intervenue au Népal, à Katmandou, suite au tremblement de terre. La même année, par le biais d'équipes itinérantes, elle a commencé à être active sur la route des Balkans afin d'aider les réfugiés en transit vers l'Europe du Nord.



Notre Histoire

1992-2022



2016

**GRÈCE ET
NIGÉRIA**

INTERSOS a lancé son intervention en Grèce, par le biais d'équipes itinérantes dans les camps d'accueil installés entre Thessalonique et la frontière de la Macédoine du Nord, et a également entamé ses opérations au Nigeria, dans l'état de Borno, pour fournir un abri d'urgence et la sécurité alimentaire aux familles déplacées.



2017

ITALIE

Le centre INTERSOS24 a été créé à Rome pour offrir une protection aux femmes et aux mineurs migrants vulnérables, ainsi qu'une clinique médicale et des activités sociales pour la population résidente italienne et étrangère.



2018

LIBYE

INTERSOS a commencé son intervention en Libye par des projets de protection de l'enfance. Le centre INTERSOS de Tripoli est situé dans le quartier de Souq Al Jum'aa, une zone à forte concentration de migrants.



2019

SYRIE

INTERSOS a ouvert une mission en Syrie pour aider la population touchée par la guerre civile. Elle a entamé l'intervention au Niger, dans le domaine de la protection de l'enfance et de l'éducation d'urgence pour les réfugiés et les demandeurs d'asile.



2020

COVID-19

Avec le déclenchement de la pandémie de Covid-19, INTERSOS a réajusté ses activités de projet dans toutes les missions et a lancé des programmes de réponse sanitaire d'urgence dans les pays d'intervention.



2021

COVAX

INTERSOS a lancé son soutien à l'initiative COVAX pour la distribution équitable des vaccins Covid-19 dans le monde.



Notre Histoire



2022

CRISE EN UKRAINE

INTERSOS s'est immédiatement mobilisée pour répondre à la crise ukrainienne, d'abord à la frontière, puis avec des opérateurs en Pologne, en Moldavie et en Ukraine même, pour fournir de l'assistance médicale, la protection et un soutien psychosocial.



Notre Gouvernance

L'Assemblée des membres

L'Assemblée des membres est l'organisme statutaire qui délibère sur l'orientation générale des activités en vue de la réalisation des objectifs de l'organisation, approuve les états financiers et le bilan social, élit et révoque les membres du Conseil d'administration, du Conseil des prud'hommes et de l'Organisme de contrôle. L'Assemblée générale ordinaire est convoquée au moins une fois par an pour l'approbation des états financiers de l'année précédente, le renouvellement éventuel du bureau et la présentation du budget de l'année en cours.

Au 31 décembre 2021, l'Assemblée des membres d'INTEROS est composée de 32 membres. Les membres d'INTEROS sont classés en Membres fondateurs, qui ont participé à la création d'INTEROS en signant l'acte correspondant, en Membres honoraires, qui ont contribué par des actes pertinents au développement d'INTEROS et de ses activités ainsi qu'à la diffusion et à la défense de ses principes humanitaires, et en Membres ordinaires. En 2021, l'Assemblée des membres s'est réunie en juin pour approuver les états financiers.

Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'administration prend les mesures nécessaires et appropriées pour la réalisation des objectifs de l'association, selon les directives de l'Assemblée. Il se compose d'un minimum de sept et d'un maximum de neuf membres du Conseil, y compris le Directeur Général, et se réunit au moins trois fois par an.

Les membres fondateurs participent de droit aux réunions du Conseil d'administration avec un pouvoir consultatif et de proposition. Le Conseil d'administration peut se prévaloir du soutien d'autres personnes, également non-membres, qui se distinguent par leur professionnalisme, leur expérience et l'affirmation de principes humanitaires, afin de les impliquer de manière permanente pendant toute la durée du Conseil lui-même ou de temps en temps avec le rôle d'experts et la fonction de fournir des avis et des suggestions, sans droit de vote. Il n'y a pas plus de deux experts permanents.

Au 31 décembre 2021, le Conseil d'administration d'INTEROS est composé de huit membres ayant droit de vote et s'est réuni trois fois au cours de l'année.

Composition du Conseil d'administration d'INTEROS au 30.06.2022

- Marco Rotelli, Président
- Kostas Moschochoritis, Directeur Général
- Mamadou Ndiaye
- Antonio Donini
- Roberta Canulla
- Paola Florà
- Alberto Angelici
- Davide Gallotti
- Nino Sergi - Président émérite, membre fondateur ayant pouvoir consultatif
- Amedeo Piva - membre fondateur ayant pouvoir consultatif
- Tineke Ceelen - expert permanent



L'Organe de contrôle

L'Organe de contrôle est chargé de veiller au respect de la loi et des statuts et au respect des principes de bonne administration, ainsi que l'adéquation de la structure organisationnelle, administrative et comptable et son fonctionnement effectif. Il est également chargé de contrôler le respect des finalités civiques, solidaires et d'utilité sociale ; de certifier que le bilan social est établi conformément aux directives ; de mettre en évidence auprès du Conseil d'Administration les situations de conflit d'intérêts dans lesquelles le directeur général peut se trouver ; de transmettre au Conseil d'administration les recommandations et les indications jugées opportunes pour la correction et la transparence de l'action de l'association et pour la cohérence des activités avec les finalités statutaires. L'Organe de contrôle reste en fonction pendant trois ans et ses membres peuvent être reconduits dans leurs fonctions pour un maximum de trois mandats consécutifs. L'Organe de contrôle d'INTERSOS a été nommé lors de l'Assemblée Générale du 17 juillet 2020 et se compose de trois membres titulaires et de deux suppléants, avec des exigences d'honorabilité, de professionnalisme et d'indépendance, nommés par l'Assemblée.

Composition de l'Organe de contrôle d'INTERSOS au 30.06.2022

- De Simone Giampaolo – Membre titulaire
- Del Vecchio Raffaele - Membre titulaire
- Proietti Regina - Membre titulaire
- De Angelis Maria – Membre suppléant
- Tysserand Elisa – Membre suppléant

Le Collège des Arbitres

Le Collège des Arbitres est chargé d'œuvrer au règlement et à la résolution de tout litige survenant entre les organes de l'association et dans le cadre des relations entre l'association et la structure opérationnelle. Le Collège des arbitres est composé de trois membres nommés par l'Assemblée, qui désignent parmi eux le président du Collège. Le Collège des arbitres est requis par les statuts de l'association mais n'a pas encore été nommé.

Organe de Surveillance

L'Organe de surveillance est un organe prévu par le décret législatif 231/2001 (Italie) sur la "responsabilité administrative des entreprises et entités". Cet organe est un organe nommé « de manière autonome » par le conseil d'administration. L'Organe de Surveillance a pour mission, au regard du Modèle d'Organisation émis par l'Organe, de contrôler en permanence :

- sur son respect par tous les destinataires ;
- sur l'efficacité effective de la prévention de la commission de crimes ;
- sur la mise en œuvre des dispositions qui y sont contenues ;
- sur sa mise à jour, en cas de nécessité d'adaptation du Modèle en raison de changements intervenus dans la structure et l'organisation de la société ou dans le cadre réglementaire de référence.

L'Organe de Surveillance a été élu par le Conseil d'Administration du 13 juin 2022 et est composé de :

- Giampaolo de Simone
- Gabriele Zito
- Paolo Tartaglia

Le Conseil consultatif

Le conseil consultatif d'INTERSOS est composé de personnes qui partagent nos valeurs et notre engagement humanitaire, et mettent volontairement leurs compétences et leur professionnalisme au service d'INTERSOS. En 2021, le conseil consultatif d'INTERSOS est composé de :

- | | | |
|-----------------------|--------------------|--------------------|
| • Raffaele Costantino | • Andrea Lanzone | • Paolo Petrocelli |
| • Nerina di Nunzio | • Laura Maywald | • Giulia Pigliucci |
| • Nancy Earle | • Marco Momigliano | • Andrea Schiavoni |

Les Personnes



**Nino
Sergi**

Président honoraire

En 1992, il a été l'un des fondateurs d'INTEROS, dont il a été le Secrétaire Général, puis le Président jusqu'en 2015. Diplômé en philosophie, il a effectué sa première mission au Tchad à l'âge de 23 ans. En 1974, il a commencé sa carrière syndicale avec la CISL qui, après une expérience auprès d'une usine, l'a amené à travailler sur les politiques de migration et de coopération et à fonder l'ISCOS, l'Institut syndical de coopération au développement.



**Marco
Rotelli**

Président

Il est président d'INTEROS après avoir été Secrétaire Général, en plus de nombreux rôles sur le terrain qui l'ont conduit dans plus de 20 pays. Il est titulaire d'un diplôme en Sciences Politiques et d'un master en Diplomatie et Relations internationales, il collabore avec les Nations unies et le réseau d'ONG ICVA. Il donne régulièrement des conférences et des cours auprès



**Konstantinos
Moschochoritis**

Directeur Général

Né en 1963 à Patras, en Grèce, il est le Directeur Général d'INTEROS depuis 2016. Titulaire d'un diplôme d'Ingénieur électricien, il œuvre dans le domaine humanitaire depuis 1995. Il a travaillé comme ingénieur logistique et Chef de Mission dans de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. De 2007 à 2013, il a été le Directeur Général de Médecins Sans Frontières (MSF) Italie.

Alda Cappelletti – Directrice du Département des Programmes

Sergio Vecchiarelli – Directeur du Département des Finances

Magda Bellù – Directrice du Département des Ressources Humaines

Giovanni Visone – Directeur du Département Communication et Collecte de Fonds

Martin Rosselot – Directeur Régional Moyen-Orient

Andrea Dominici – Directeur Régional Afrique de L'ouest

Jeroen Stol – Directeur Régional Afrique Centrale et Orientale

Cesare Fermi – Directeur Régional Europe

Letizia Becca – Responsable de l'unité Médicale

Filipe Louraço Costa – Directeur de l'unité Logistique

Marcelo Garcia Dalla Costa – Responsable de l'Unité d'Urgence

Daniele Tarzia – Coordinateur de la Collecte de Fonds

Luciano Costantini – Coordinateur de L'unité "Contrôle des Subventions et Conformité".

Paolo Tartaglia – Auditeur Interne

Andrea Martinotti – Global Security Advisor

Mamadou Ndiaye – Représentant à Dakar

Miro Modrusan – Représentant à Genève et Conseiller Politique

(Données Mises à jour au 13 Juin 2022)

Focus : La nouvelle stratégie

L'année 2021 a été une année clé pour INTERSOS, pendant laquelle l'organisation a poursuivi et consolidé le processus entamé déjà en 2020, dans le but de définir la nouvelle stratégie pour la période de trois ans 2022-2024. En effet, toute l'année a été consacrée à l'analyse des performances d'INTERSOS par rapport à ce qui a été établi dans le Plan stratégique 2018-2020¹⁰, afin d'évaluer nos atouts et nos faiblesses, et de comprendre sur quelle base fonder les piliers d'une stratégie certes ambitieuse, mais aussi réaliste.

Ce processus d'évaluation et d'analyse a été baptisé *Reality Check*.

Le processus du Reality Check

Entamé à la mi-2020, le processus de Reality Check s'est poursuivi pendant la plupart de l'année 2021, pour s'achever par un document de synthèse des résultats principaux.

Divers exercices ont constitué ce processus, certains menés en interne, d'autres réalisés avec le soutien de consultants externes. Les principaux sont les suivants :

- L'évaluation de la réponse d'INTERSOS à la pandémie de Covid-19 : une évaluation externe pour mesurer la performance d'INTERSOS face aux défis opérationnels (et non opérationnels) causés par la pandémie, non seulement dans les contextes déjà difficiles où nous travaillons souvent, mais aussi en tenant compte de l'impact psychologique sur le personnel - obligé à maintes reprises de recourir au contrôle à distance des opérations.
- Les leçons apprises liées à la clôture de la mission Somalie : suite à cette décision, prise fin 2020, de conclure la mission Somalie, nous avons décidé d'engager un consultant externe pour effectuer une analyse approfondie du processus de prise de décision, ainsi que des éventuelles lacunes enregistrées dans les différentes étapes de la gestion de l'ensemble du processus de clôture.

¹⁰ Stratégie prolongée jusqu'en 2021 en raison de l'impact important de la Covid-19 sur les activités et en général l'énergie de l'Organisation.

- Enquêtes de perception d'INTEREOS : nous avons demandé à plusieurs groupes de parties prenantes avec lesquelles nous travaillons, en Italie et à l'étranger, de répondre à quelques questions sur INTEREOS, afin de comprendre la perception externe de l'organisation, ainsi que les forces et les faiblesses perçues.

Afin de compléter les informations recueillies dans le cadre de ces exercices, nous avons entamé, dans la deuxième partie de 2021, nombreux échanges avec les membres du Conseil d'administration d'INTEREOS sur les principales tendances du monde humanitaire et sur la meilleure façon de positionner l'Organisation pour y naviguer.

Les Objectifs Stratégiques

Based on what emerged from the Reality Check process and the various discussions that followed, the Organisation then defined 4 Strategic Objectives (SO) as the cornerstone of the new strategy to guide the all staff actions at the HQ and mission levels for the next 3 years :

OS1

Renforcer notre approche communautaire

OS2

Renforcer nos capacités organisationnelles et opérationnelles pour être prêts à répondre à l'évolution des défis humanitaires

OS3

Renforcer notre pertinence en tant qu'acteur humanitaire

OS4

Consolider nos efforts pour être une Organisation responsable et transparente

Chacun de ces objectifs majeurs est le résultat d'un processus complexe d'analyse des capacités et des ressources d'INTEREOS, tant actuelles que prévues, en relation avec l'évolution du paysage humanitaire dans lequel nous travaillons. Plus l'Organisation se rapprochera de ces objectifs, plus elle sera en mesure d'améliorer son intervention au profit de toutes les populations que nous soutenons.

Des Objectifs à la Stratégie

Une fois les quatre Objectifs Stratégiques identifiés, quatre groupes de travail ont été organisés, auxquels ont participé des collègues du siège et des missions, afin de garantir des points de vue qui tiennent compte des différentes positions et rôles, mais aussi des divers contextes et défis auxquels nous sommes confrontés quotidiennement sur le terrain.

Les groupes ont discuté des grands thèmes suivants :

1. Accroître la pertinence d'INTEROS
2. Améliorer la gestion des missions
3. Renforcer la participation de la communauté
4. Consolider la structure organisationnelle

Enfin, un dernier atelier interdépartemental a été organisé pour classer les résultats par ordre de priorité, répartir les rôles et les responsabilités et définir plus précisément les macro-objectifs.

Nous sommes ainsi arrivés à la définition du nouveau Plan stratégique, où les 4 ODD sont définis à travers différents sous-objectifs, et complètent la mission, la vision et les valeurs de l'organisation - qui restent les mêmes - ainsi que la logique selon laquelle nous opérons, basée sur la proximité, la réponse rapide et la participation active des communautés.

La particularité de ce parcours est qu'il a été entièrement participatif, du début à la fin, et organisationnel : il n'est pas parti d'un seul département ou d'une seule mission, et le processus n'a pas été confié à un groupe de personnes. Le point de départ, et le centre d'intérêt constant, a toujours été INTEROS, compris comme une Organisation humanitaire opérant dans des contextes d'urgence, et qui veut s'améliorer de plus en plus pour assurer la qualité de ses interventions.



Les Ressources Humaines

Les chiffres de 2021



Le personnel total en Italie se compose de : 147 personnes

Effectif total du siège de Rome : 61

Effectif total de la mission Italie : 74

Effectif total de soutien à la collecte de fonds : 12

Détails des contrats appliqués en Italie :

Nombre d'employés sous contrat à durée indéterminée (hommes et femmes) : 37



Nombre d'employés ayant un contrat à durée déterminée (hommes et femmes) : 8



Nombre de collaborateurs ayant des contrats de travail par projet/ou discontinués (Hommes et femmes) : 89



Nombre de consultants avec TVA (hommes et femmes) : 13



Total du personnel à l'étranger : 3134

Personnel régional total : 22

Total du personnel des missions internationales : 150

Effectif total de la mission nationale : 2962

Détails des contrats appliqués pour le personnel à l'étranger :

Nombre d'employés sous contrat à durée indéterminée (hommes et femmes) : 2



Nombre d'employés sous contrat à durée déterminée (Hommes et Femmes) : 0



Nombre d'employés sous contrats de projet/collaboration occasionnelle (hommes et femmes) : 169



Nombre de consultants ayant un numéro de TVA (hommes et femmes) : 0



Nombre d'employés sous contrats locaux (hommes et femmes) : 2963



Transparence et Audit Interne

INTERSOS dispose de cinq *Politiques* visant à prévenir et, le cas échéant, à gérer les cas de comportements violant les règles internes et le code d'éthique :

1. Pop 26 - Prévention du risque de fraudes et de corruption (adopté en juin 2014)
2. Politique sur la Dénonciation et l'enquête (*Whistleblowing and Investigation Policy* adoptée en décembre 2017)
3. Politique sur la Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (*PSEA Policy* adoptée en septembre 2017)
4. Politique sur la Protection de l'enfance (*Child Protection Policy* adoptée en septembre 2017)
5. Politique sur les conflits d'intérêts (adoptée en juin 2021).

Ces politiques s'ajoutent aux :

- Modèle d'Organisation, de Gestion et de Contrôle
- Code d'éthique
- Manuel des Ressources Humaines

Au cours de l'année 2021, INTERSOS a renforcé et développé toutes les mesures nécessaires pour prévenir les cas de harcèlement, d'exploitation et d'abus sexuels, par le biais de sessions d'initiation périodiques pour les nouveaux employés, de sessions de formation à distance et en personne dans les Missions, d'une assistance technique fournie par l'Auditeur interne aux Missions. Toutes ces activités ont considérablement accru la connaissance et l'utilisation des *politiques* et procédures internes, principalement celle de la dénonciation interne (*Whistleblowing*). Une tendance légèrement à la hausse se confirme dans le nombre de dénonciations internes impliquant l'auditeur interne et les départements concernés (Programmes, Finances et Ressources humaines).

INTERSOS a adhéré à un projet pilote impliquant les 130 plus importantes ONGI (*Organisations Internationales Non Gouvernementales*) du monde entier, appelé *Inter-Agency Misconduct Disclosure Scheme*, qui consiste à échanger avec les autres ONG signataires des informations sur le personnel expatrié concernant l'implication éventuelle du candidat à engager dans des faits d'abus, d'exploitation ou de harcèlement sexuels. Ce projet pilote vise à empêcher les personnes ayant commis de tels actes d'être embauchées dans d'autres organisations.

Au cours de l'année 2021, 18 995 inspections ont été réalisées par l'ensemble des ONG signataires, et 71 recrutements ont été bloqués en raison de problèmes liés à des enquêtes en cours ou conclues sur le harcèlement ou l'exploitation sexuelle.



Ressources Financières et Collecte de Fonds

Les chiffres de 2021

82 786 511€

Budget Recettes totales

82 208 126€

Budget Dépenses totales

92,26%

Frais de mission

7,69%

Frais de structure

0,05%

Frais de collecte de fonds

71 942 577€

Fonds collectés auprès des bailleurs de fonds institutionnels

8 614 282€

Fonds collectés auprès de bailleurs de fonds privés

1850

Nombre de bailleurs de fonds (particuliers)

194 290€

Fonds collectés auprès des entreprises

589 906€

Fonds collectés auprès des fondations

249 841€

Fonds collectés par les églises

21 468€

Fonds 5x1000

475 preferences

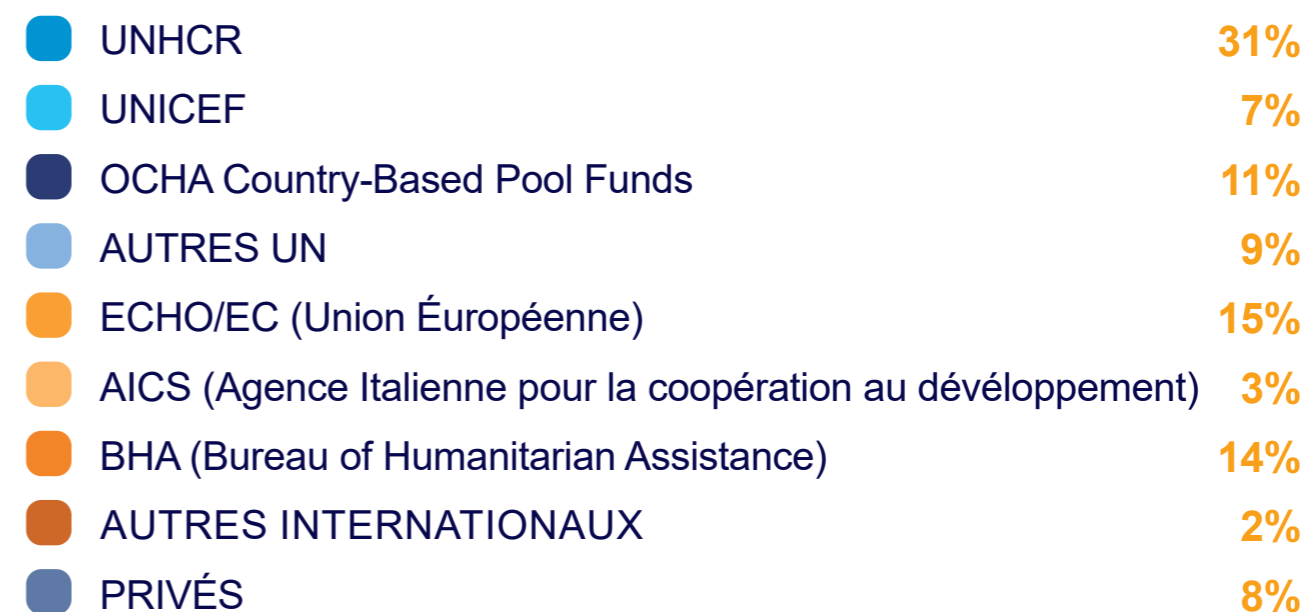
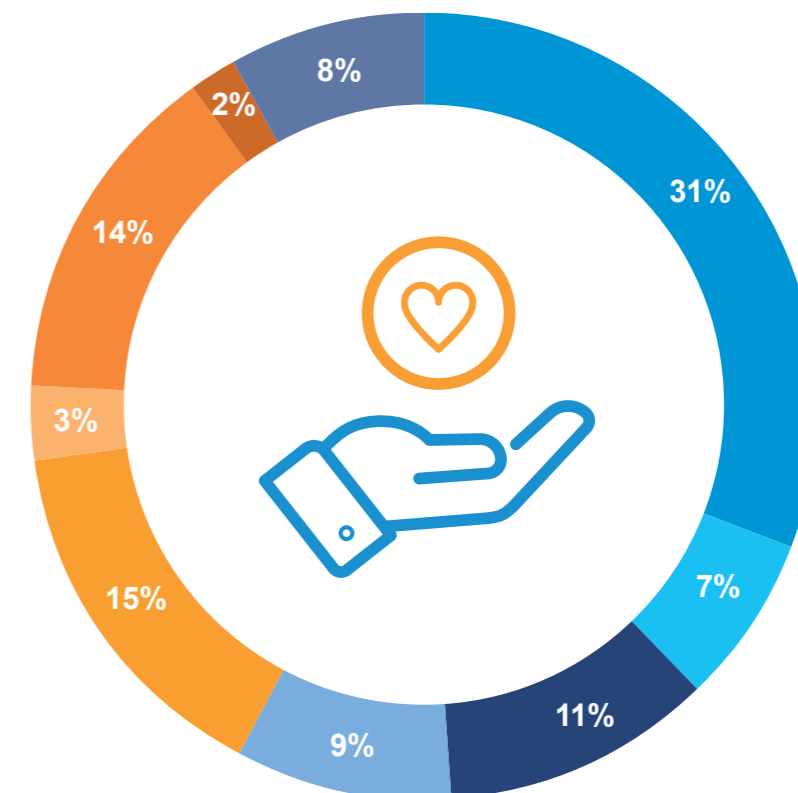
Nombre de signatures 5x1000



Pour télécharger le bilan 2021, le rapport de mission, les notes aux états financiers et le rapport de l'organe de surveillance,

UTILISEZ LE CODE QR

Nos bailleurs de fonds



Nos Secteurs d'Intervention



Protection – 55%

Lors d'urgences humanitaires, nous sommes en première ligne pour assurer la protection physique et psychologique des personnes les plus vulnérables ainsi que la sauvegarde de leurs droits, en accordant une attention particulière aux enfants et aux femmes victimes de violence.



Santé et nutrition – 24%

Dans les situations d'urgence, nous garantissons l'accès à la santé, aux services médicaux primaires et secondaires, nous soutenons le système de santé local et nous fournissons des thérapies nutritionnelles afin de combattre la malnutrition.



Eau et hygiène – 3%

Afin d'améliorer les conditions de vie des populations à risque, nous intervenons pour garantir de l'eau potable, construire des installations sanitaires et informer sur la correcte utilisation grâce à des campagnes de promotion de l'hygiène.



Sécurité alimentaire – 8%

Nous contribuons à couvrir les besoins primaires des populations affectées grâce à la distribution de denrées alimentaires de base, de graines, d'outils agricoles et de têtes de bétail pour la production de nourriture et l'autosuffisance.



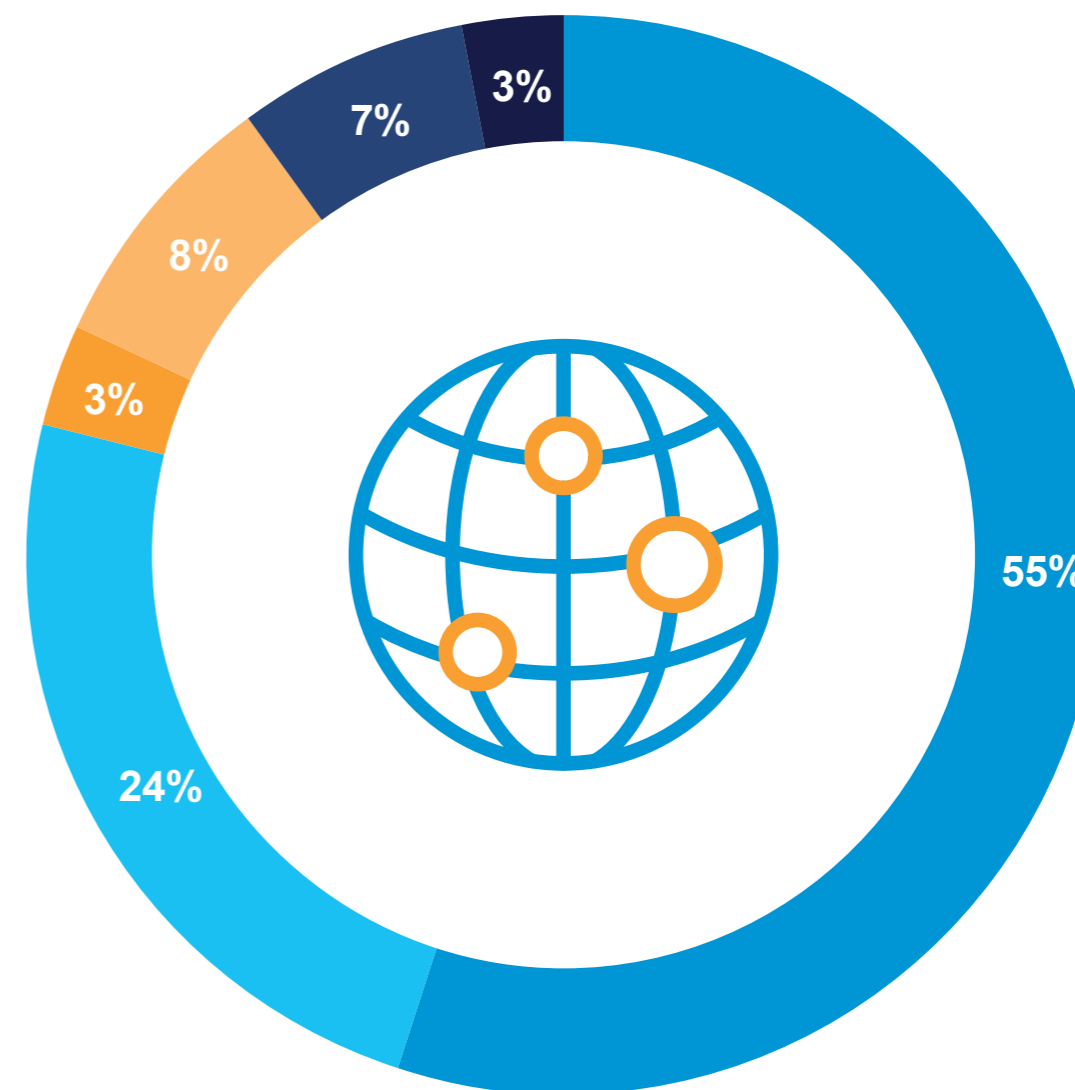
Distributions et refuges d'urgence – 7%

Lors de catastrophes naturelles ou des phases aiguës des conflits, nous intervenons le plus rapidement possible pour distribuer des produits essentiels à la survie et fournir un abri.



Éducation en urgence – 3%

Dans les contextes de crises, nous promovons le droit à l'instruction en construisant et en reconstruisant des écoles, en formant des enseignants et en mettant en oeuvre des activités éducatives et récréatives.



Nos missions





Afghanistan © Alessio Romenzi

Afghanistan

Secteurs d'intervention



2001

Première intervention
dans le pays



275 900

Personnes atteintes



10

Projets



3 559 013€

Budget dépensé

Au cours du premier semestre 2021, les combats en Afghanistan se sont intensifiés, atteignant des niveaux très élevés au mois de mai, lorsque les troupes internationales ont commencé à se retirer du pays.

Bien que les combats aient ensuite considérablement diminué à mesure que le conflit évoluait et que la nouvelle autorité de facto (les Talibans) a pris les pouvoirs gouvernementaux en août 2021, la sécurité reste instable et la crise humanitaire s'est encore aggravée. Quarante années de conflit, conjuguées à de fréquentes sécheresses, à la pandémie de Covid-19, à l'effondrement de l'économie, à la montée du chômage, à la perte des moyens de subsistance et à l'insécurité alimentaire croissante, ont fait que 24,4 millions de personnes - plus de la moitié de la population totale - ont besoin d'aide humanitaire.



INTERSOS
Bilan Social 2021

La crise alimentaire croissante est particulièrement grave, puisque 22,3 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire grave (IP C3) au début de 2022.

Les femmes et les jeunes filles sont soumises à de grandes restrictions, leur liberté de mouvement et de participation à la vie sociale est limitée. Leurs besoins sont élevés et ne cessent d'augmenter. L'accès aux services de santé est particulièrement faible et les prévisions d'une augmentation de la mortalité maternelle sont inquiétantes.

Au cours de l'année 2021, INTERSOS a fourni des services de santé, de nutrition et de protection aux communautés dans certaines des zones les plus reculées des provinces de Kandahar, Kaboul et Zābol, en soutenant le système de santé provincial.

Notre personnel médical conjointement avec le personnel de protection expérimenté ont travaillé pour fournir à la population des traitements vitaux, des consultations ambulatoires, des visites pré et post-natales, des conseils en matière de planning familial, des vaccinations, des dépistages et des traitements de la malnutrition, des conseils sur la façon de nourrir les nouveau-nés et les enfants, des séances de conseil et des services de soutien individuel pour les mères, les enfants, les personnes handicapées et les personnes âgées à risque. De plus, nos espaces sécurisés pour les enfants ont permis l'accès à l'éducation afin que les enfants puissent jouer et apprendre en toute sécurité.

Résultats mis en évidence



198 655

consultations ambulatoires
réalisées



8 516

personnes ont reçu des premiers
soins pour les traumatismes



7 599

personnes ont bénéficié d'un
soutien psychosocial



4 397

enfants traités pour malnutrition
aiguë-sévère et aiguë-moderée

Activités mises en évidence

En 2021, INTERSOS a soutenu deux centres de traumatologie de premier soins (FATP, First Aid Trauma Points) à Kandahar, apportant une aide à des milliers de personnes blessées dans les combats ou touchées par des mines antipersonnel. Les centres de traumatologie sont des établissements de santé spécialisés capables de traiter les patients présentant des blessures graves, telles que des traumatismes crâniens ou des lésions internes, et d'effectuer des opérations chirurgicales, de stabiliser et d'orienter les cas qui en ont besoin vers des hôpitaux spécialisés.



Burkina Faso © RASCA Production Martin Demay

Burkina Faso

Secteurs d'intervention



2019

Première intervention dans le pays



209 700

Personnes atteintes



7

Projets



3 038 131€

Budget dépensé

En 2021, le Burkina Faso a connu une forte augmentation des besoins humanitaires en raison de la détérioration de l'environnement sécuritaire, de la sécheresse liée au changement climatique et de la pandémie de Covid-19.

En réponse à cette crise, INTERSOS a étendu son intervention de 4 à 9 régions, en mettant en œuvre des projets dans les domaines suivants : protection (suivi et soutien aux survivants de la violence basée sur le genre, cohésion sociale et soutien psychosocial), sécurité alimentaire, hygiène et accès à l'eau, santé et éducation en situation d'urgence. Les activités dans le domaine de l'éducation ont été principalement développées dans la province du Sourou, où en 2019/20, de nombreuses écoles ont fermé et près de 3 000 étudiants (la plupart à Tougan, la capitale provinciale) ont dû interrompre leurs études.



INTEROS
Bilan Social 2021

Dans le Nord du pays, INTERSOS s'est concentré sur l'hygiène, l'accès à l'eau, la nourriture et la protection. Cette zone est contrôlée par plusieurs groupes armés, tandis que le conflit au Mali voisin, avec le départ des forces de l'opération Barkhane, a provoqué de nouveaux déplacements dans cette région.

Dans l'est du pays, INTERSOS aide les populations déplacées dans les zones difficiles d'accès en distribuant de la nourriture et de l'argent pour la subsistance. De plus, INTERSOS soutient les centres de santé de l'Est dans la même région et assure la formation du personnel.

Dans les 6 autres régions, INTERSOS mène des activités de suivi des cas nécessitant une protection humanitaire. Même dans les zones rendues inaccessibles par la présence de groupes armés non étatiques, INTERSOS est en mesure de recueillir régulièrement des informations sur les incidents et les besoins humanitaires grâce à son réseau de contacts dans la communauté.

Résultats mis en évidence



99 349

personnes déplacées ont reçu une aide alimentaire ou monétaire dans les provinces orientales de Gourma, Tapoa, Komondjari et Kompienga.



145 981

enfants et femmes enceintes et allaitantes ont été testés pour la malnutrition, dont 2 196 ont été orientés vers des établissements de santé pour recevoir les soins nécessaires.



Approximately 20 000

personnes dans les régions du Nord et de l'Est ont été atteintes pour ce qui est de la construction de latrines et d'incinérateurs, la sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène, la réponse à la Covid-19 et la distribution de kits d'hygiène.



300

mineurs non accompagnés et/ou associés à des groupes armés ont eu accès à des services de regroupement et de réintégration familiale.

Activités mises en évidence

Afin de prévenir et de combattre la malnutrition dans huit établissements de santé du district sanitaire de Fada, des agents de santé communautaires et des animateurs ont formé des femmes allaitantes et des mères d'enfants de moins de cinq ans à la préparation de soupes enrichies en nutriments lors de séances de démonstration culinaire. La soupe enrichie est préparée à partir de produits locaux (millet, graines de soja, cacahuètes, haricots et concassé de baobab). Cette soupe est enrichie en vitamines et minéraux pour la croissance de l'enfant. En 2021, plus de 8 000 femmes ont participé au moins une fois à des séances de démonstration culinaire.



Cameroun © INTERSOS

Cameroun

Secteurs d'intervention


2015

 Première intervention
dans le pays

368 400

Personnes atteintes


11

Projets


4 491 949€

Budget dépensé

La situation humanitaire au Cameroun est de plus en plus fragile. Au cours de l'année 2021, neuf régions sur dix ont continué à être affectées par trois crises humanitaires complexes et prolongées, causées par la violence permanente dans le bassin du lac Tchad et les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et par la présence de plus de 325 000 réfugiés de la République centrafricaine dans les régions de l'Est (Est, Adamawa et Nord), où, bien que les communautés et les régions d'accueil partagent des affinités culturelles, religieuses et linguistiques avec la population réfugiée, des solutions durables restent à trouver.

Dans la région de l'Extrême-Nord du bassin du lac Tchad, l'environnement économique est caractérisé par une extrême pauvreté. L'activité agricole s'est arrêtée dans les zones soumises aux incursions répétées des groupes armés non étatiques. La violence permanente et les tensions croissantes entre les groupes pour l'utilisation de ressources déjà limitées entraînent des déplacements internes massifs.


 INTERSOS
Bilan Social 2021

Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest font l'objet d'attaques continues contre des civils, des maisons et des structures abritant des services de base, notamment des centres de santé et des écoles. Selon l'OCHA, les combats dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont déplacé 691 791 personnes en décembre 2021.

L'intervention d'INTEROSOS dans le domaine de la sécurité alimentaire a consisté à consolider la production agricole et l'élevage, la distribution de semences et d'outils agricoles, et le renforcement de la résilience et de l'autonomie des populations vulnérables. INTEROSOS a également procédé à des distributions de nourriture à grande échelle, travaillant ainsi sur l'ensemble de l'urgence. Elle a également mené des activités dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, qui se sont concentrées sur la construction et la réhabilitation des infrastructures d'eau et la promotion des pratiques d'hygiène, consolidant une approche intégrée et programmatique qui sera renforcée en 2022 et 2023.

Dans le secteur de la protection, INTEROSOS a fourni des services de gestion de cas, en particulier un soutien aux mineurs et aux survivants de la violence sexiste, la distribution de kits de dignité contenant des produits essentiels pour les femmes, une assistance juridique et une assistance économique pour permettre aux personnes particulièrement vulnérables d'accéder aux biens et aux services. En complément du secteur de la protection, l'équipe s'est concentrée sur la distribution aux personnes déplacées et aux communautés d'accueil de divers articles non alimentaires pour répondre à certains de leurs besoins essentiels (kits de dignité et kits spécifiques pour les mères, outils, aides à la mobilité pour les personnes âgées). Enfin, la mission a lancé un projet axé sur la santé mentale dans les zones de Buea et de Kumba, dans la région du Sud-Ouest.

Résultats mis en évidence


750

 enfants et 100 adultes ont reçu
une aide pour accéder à la
documentation juridique

600

 personnes ayant des besoins
psychosociaux ont bénéficié de
services spécifiques

36 165

 personnes ont bénéficié de distributions
alimentaires dans le cadre des Mécanismes
de réponse rapide (MRR).

Activités mises en évidence

Dans le paysage humanitaire des interventions au Cameroun, la santé mentale est un domaine qui n'est ni abordé ni financé, notamment au sein des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, touchées par un conflit qui dure depuis 2017, où la présence de différents groupes armés est généralisée. INTEROSOS a lancé un projet de santé mentale dans le Sud-Ouest (régions de Buea et Kumba). L'intervention vise à réduire la souffrance ainsi qu'à améliorer la santé mentale et le bien-être psychosocial des personnes touchées par la violence et les séquelles du conflit dans la région de Kumba en améliorant l'accès à des services de santé mentale et psychosociaux de qualité, en restant aussi proche que possible des populations desservies. Le projet a débuté en novembre 2021.



Colombie © INTERSOS

Colombie

Secteurs d'intervention



2019

Première intervention
dans le pays



21 800

Personnes atteintes



4

Projets



779 508€

Budget dépensé

Des années de conflit entre les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), d'autres groupes armés et les forces de l'État ont plongé plusieurs régions de Colombie dans une pauvreté et un isolement extrêmes. Malgré les progrès réalisés au cours de la dernière décennie, ces dernières années ont vu la convergence de multiples facteurs qui ont aggravé la situation humanitaire dans le pays. Il s'agit notamment de la violence persistante dans certaines parties du pays, en particulier dans les zones rurales isolées, de l'augmentation du nombre de personnes touchées par des conditions climatiques extrêmes, de l'impact de la pandémie de Covid-19 et de l'arrivée de réfugiés et de migrants en provenance du Venezuela. Sur les plus de cinq millions de Vénézuéliens qui ont quitté leur pays, près de deux millions se sont installés en Colombie. En raison de ces évolutions, on estime que 6,7 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire dans le pays en 2021.



INTERSOS
Bilan Social 2021

INTERSOS est active en Colombie depuis fin 2019 dans les zones les plus touchées par la crise migratoire, les activités des groupes armés et la perte des moyens de subsistance, en assurant une réponse humanitaire intégrée aux réfugiés, aux rapatriés colombiens, aux Colombiens déplacés touchés par le conflit et aux communautés d'accueil vulnérables.

Les services de protection comprennent la gestion des cas individuels, notamment la protection des enfants et la gestion des cas de violence sexiste, le soutien psychosocial, le renforcement des capacités des acteurs publics à fournir une assistance et des services, les campagnes de sensibilisation ainsi que l'assistance juridique pour la régularisation de la population migrante.

INTERSOS utilise un soutien économique sous forme d'argent ou de bons pour couvrir les coûts liés aux procédures de régularisation, l'achat de produits de première nécessité (y compris la nourriture, l'aide aux services secondaires et l'achat de médicaments), l'achat de nourriture pour le foyer, les frais funéraires, le transport humanitaire et l'hébergement temporaire des familles menacées d'expulsion. La réponse en matière d'eau et d'assainissement comprenait la distribution de réservoirs d'eau, de filtres, de kits d'hygiène et de moustiquaires, ainsi que l'évaluation des besoins en matière d'hygiène des écoles, des cantines, des centres médicaux et des abris de nuit d'urgence.

Résultats mis en évidence



2 496

personnes ont reçu une assistance par le biais de la gestion des cas individuels et du soutien psychosocial



7 219

personnes ont eu accès à des produits de première nécessité grâce à une aide financière (en argent liquide)

Activités mises en évidence

En 2021, INTERSOS a offert des services de protection par le biais d'interventions d'assistance économique. La population assistée a ainsi pu atténuer les risques liés à l'insécurité alimentaire, à l'accès à l'éducation et aux services de santé de base. Cet objectif a été atteint grâce au développement de trois activités, à savoir la distribution d'incitations financières, la participation de la communauté à des séances de sensibilisation à l'utilisation de l'aide financière et aux activités du programme, et des activités de gestion des cas de vulnérabilité individuelles et collectives.



Grèce © Milene van Arendonk

Grèce

Secteurs d'intervention



2015

Première intervention
dans le pays



3 800

Personnes atteintes



3

Projets



347 762€

Budget dépensé

INTERSOS Hellas est une organisation non gouvernementale opérant en Grèce et faisant partie de la famille INTERSOS (présente dans le pays depuis 2016 pour apporter son soutien à la gestion des migrations). En 2021, INTERSOS Hellas intervient dans les régions d'Épire, de Thessalie, d'Athènes et de Lesbos. INTERSOS Hellas fait partie du programme HELIOS (programme consacré aux bénéficiaires de la protection internationale). Le projet vise à promouvoir l'intégration de la population réfugiée dans la société grecque, en soutenant l'autonomie et l'autodétermination des populations assistées et en facilitant l'accès aux mécanismes d'intégration nationaux et internationaux. En décembre 2019, INTERSOS Hellas a aidé 34 101 personnes à obtenir un logement indépendant sur le territoire grec. De plus, INTERSOS Hellas a géré 25 appartements dans les villes de Thessalonique et d'Ioannina



INTERSOS
Bilan Social 2021

après l'achèvement du programme d'aide au logement ESTIA (un programme consacré à l'intégration et aux solutions de logement pour les réfugiés) et a continué à fournir un soutien social en mettant l'accent sur le soutien communautaire.

INTERSOS Hellas travaille sans interruption sur l'île de Lesbos depuis septembre 2020, suite à l'urgence créée par l'incendie du camp de réfugiés de Moria. Le projet utilise une approche holistique et basée sur les droits humains pour fournir un soutien psychosocial aux réfugiés sur l'île.

L'Organisation travaille notamment dans le camp de réfugiés de Mavrovouni et se spécialise dans les femmes vulnérables et les survivantes de violences sexistes. De nombreuses femmes participant aux sessions de groupe ont déclaré avoir été agressées sexuellement dans leur pays d'origine, pendant leur voyage ou en Grèce, sans jamais avoir signalé l'incident.

Résultats mis en évidence



1 509

séances individuelles de soutien
psychologique et de conseil sur
l'île de Lesbos



174

Soutien à 174 cas de violence
sexiste



2 103

personnes ont pu emménager dans
des appartements fournis par le
programme HELIOS.

Activités mises en évidence

Depuis le début de la pandémie de Covid-19, INTERSOS Hellas a dénoncé la nécessité d'inclure les communautés marginalisées, principalement les migrants en situation de vulnérabilité, dans les stratégies nationales contre la Covid-19. INTERSOS Hellas a entrepris des activités de sensibilisation par le biais des médias sociaux. Le site web d'INTERSOS Hellas vaccinesforall.gr est disponible en 10 langues différentes et contient des informations sur les procédures de vaccination Covid-19 des communautés de migrants et de réfugiés en Grèce. INTERSOS Hellas poursuivra ses efforts en 2022 jusqu'à ce que toute la population grecque ait accès aux vaccins contre la Covid-19.

Irak © Alessio Romenzi and Christian Tasso

Irak

Secteurs d'intervention



2003

Première intervention dans le pays



166 000

Personnes atteintes



13

Projets



9 725 407€

Budget dépensé

En 2021, malgré la stabilisation progressive de la situation en Irak, une proportion importante de la population continue à avoir besoin d'une aide humanitaire. La fermeture forcée et prématurée des camps de déplacés entre 2019 et 2021, l'impact de la pandémie de Covid-19 et une économie fragile ont contribué à l'augmentation des besoins humanitaires, avec plus de 4 millions de personnes ayant besoin d'assistance humanitaire. Au 31 décembre 2021, le pays comptait plus d'un million de personnes déplacées, dont la plupart vivent désormais en dehors des camps désormais fermés, ainsi que 279 000 réfugiés (principalement des Syriens).

En Irak, INTERSOS a apporté une aide vitale à des personnes extrêmement vulnérables, notamment des enfants, des femmes, des personnes handicapées et des groupes marginalisés. Dans le secteur de la protection, INTERSOS offre des services spécialisés pour les survivants de la violence sexiste, les enfants à risque et les personnes particulièrement fragiles. En



INTEROS
Bilan Social 2021

outre, elle offre une assistance, des conseils juridiques et un soutien pour l'obtention de documents d'état civil (qui sont essentiels pour que les personnes déplacées puissent accéder aux services de santé, envoyer leurs enfants à l'école et avoir droit à d'autres services). INTERSOS effectue un suivi de la protection*, offre un soutien psychosocial et sensibilise aux questions de protection.

Dans le secteur de l'éducation, INTERSOS travaille au Kurdistan irakien pour permettre aux enfants non scolarisés de reprendre une éducation, prévenir l'abandon scolaire, former les enseignants et le personnel, fournir du matériel éducatif et réhabiliter les bâtiments scolaires.

Dans le secteur de la santé, INTERSOS a soutenu des équipes médicales itinérantes pour aider les personnes rendues plus vulnérables par la fermeture des camps, ainsi qu'un projet visant à renforcer l'offre de services de traitement et de prise en charge des maladies non transmissibles et de la santé mentale par le biais du système de soins de santé primaires. Il a soutenu les installations de santé primaire en fournissant des médicaments, un soutien technique et en sensibilisant les communautés.

Résultats mis en évidence



20 661

personnes, dont 4 179 réfugiés, ont bénéficié d'une assistance et de conseils juridiques et d'un soutien pour l'obtention de documents d'état civil



51 936

personnes touchées par les activités de suivi de la protection*



9 013

enfants, dont 2 241 réfugiés syriens, soutenus par des activités éducatives telles que des cours de rattrapage, le transport vers l'école, des visites à domicile, des campagnes de sensibilisation et des kits éducatifs

* Le suivi de la protection implique la collecte, la vérification et l'analyse d'informations afin d'identifier les violations des droits humains et les risques de protection rencontrés par les populations déplacées ou affectées par d'autres crises.

Activités mises en évidence

En 2021, en collaboration avec le HALO Trust, INTERSOS a fourni un soutien psychosocial, une assistance économique et d'autres services spécialisés aux survivants des mines terrestres et autres engins non explosés dans le gouvernorat de Salah Al Din.

INTEROS a aidé les femmes et les enfants rapatriés des camps de réfugiés d'Al-Hol en Syrie en leur offrant un suivi de leur protection, un accueil, un soutien psychosocial et juridique dans le camp de Jeddah 1 à Ninewa.



Italie © INTERSOS

Italie

Secteurs d'intervention



2011

Première intervention
dans le pays



9 300

Personnes atteintes



36

Projets



2 181 318€

Budget dépensé

2021 a été une année marquée par la réponse à la pandémie de Covid-19, avec la mise en œuvre de la campagne nationale de vaccination, et par une augmentation significative des arrivées de migrants sur les côtes italiennes (67 000). Au 31 décembre 2021, environ 78 421 migrants étaient accueillis dans des structures d'accueil (Hotspots, SIPROIMI, etc.), en baisse par rapport à 2019 et en ligne avec 2020. En ce qui concerne l'âge et le sexe des migrants arrivant en Italie, 74 % sont des hommes, 7 % des femmes et 19 % des mineurs (qui sont principalement des mineurs non accompagnés), soit plus du double du nombre de mineurs arrivant en 2020.

INTERSOS a commencé sa mission en Italie en 2011 avec l'ouverture du "CENTRO A28" à Rome, une structure destinée à accueillir les mineurs étrangers non accompagnés. Le projet a évolué, se transformant en 2017 en un nouveau centre INTERSOS24 à Torre Spaccata, devenant l'un des principaux espaces sûrs où les mineurs étrangers non accompagnés, les jeunes adultes et les femmes seules ou avec enfants, y compris les survivantes de violences sexuelles, qui se trouvent en dehors du système d'accueil officiel, peuvent accéder à différents services et activités conçus en tenant compte à la fois



INTERSOS
Bilan Social 2021

de l'âge et du genre. Le centre propose un hébergement pour la nuit, un soutien psychosocial, une gestion de cas, une orientation professionnelle, une éducation aux compétences de vie, une formation professionnelle et des soins de santé de base (tant physiques que mentaux), qui sont également étendus, par le biais d'une clinique sociale ambulatoire, aux personnes économiquement et socialement défavorisées vivant à proximité du centre.

En 2021, INTERSOS a mis en place des services sanitaires et sociaux et des séances d'information sur la santé à l'intention des personnes vulnérables dans les bâtiments occupés sur le territoire romain. En 2021, une deuxième équipe mobile a également été déployée dans le cadre du projet REST-RESilient STrategies for young migrants GBV survivors, mis en œuvre en partenariat avec Roma Capitale et DIGIVIS, financé par la Direction générale de la justice et des consommateurs de la Commission européenne, afin d'aborder la question de la violence et de l'exploitation sexuelle des mineurs et jeunes adultes étrangers à Rome.

Toujours à Rome, INTERSOS Lab, créé en 2019, propose des services de soutien psychologique et d'assistance psychosociale, un secrétariat social, un espace sécurisé pour les femmes et les filles et des activités d'aide aux devoirs pour les élèves des écoles primaires. Le centre dispose également d'une école italienne pour étrangers et d'un centre d'examen CELI - Université pour étrangers de Pérouse.

Dans la région de Foggia, depuis 2018, INTERSOS mène des activités d'éducation à la santé et d'inclusion pour soutenir les personnes vulnérables, principalement les travailleurs migrants saisonniers, qui sont, temporairement ou définitivement, en dehors des systèmes d'accueil et des mécanismes de protection sociale et sanitaire. En 2021, en raison de la propagation de la pandémie de Covid-19, INTERSOS a mené des activités de sensibilisation multiculturelles pour informer les populations non autochtones sur les mesures de prévention et sur la manière de suivre les cas suspects, a distribué des kits d'hygiène, a pris en charge les cas vulnérables, a dispensé des formations individuelles et collectives sur la manière de gérer les risques du virus au sein d'une communauté, et a mené des activités de sensibilisation locales, régionales et nationales.

Depuis 2021, INTERSOS a déployé une unité mobile dans la région de Syracuse, qui comprend un médecin, quatre médiateurs culturels, un psychologue et un juriste.

Qui plus est, sept organisations ont reçu un soutien technique et financier dans le cadre du programme PartecipAzione d'INTERSOS et du HNUCR, qui favorise l'intégration, la cohésion sociale et la participation active des réfugiés et des demandeurs d'asile en Italie.

Résultats mis en évidence



2 000

personnes ont été soutenues dans le processus de vaccination contre la Covid-19.



1 009

personnes ont bénéficié d'un soutien médical (dépistage et consultations médicales).

Activités mises en évidence

En 2021, INTERSOS a mis en place, par le biais de cliniques mobiles, des services socio sanitaires pour les personnes sans abri ou en situation de fragilité. En particulier, parmi les lieux d'intervention des cliniques mobiles se trouve la gare Termini, fréquentée par une importante population d'origine bengalaise qui vit dans des logements surpeuplés et avec peu d'outils de prévention et de suivi de ses problèmes (diabète largement hors norme, nutrition inadéquate, peu ou pas de possibilité d'accès aux services sanitaires en l'absence de médiation interculturelle). Outre ce groupe important, il y a aussi des migrants, pour la plupart d'origine africaine, qui sont sans abri et connaissent la pauvreté et la négligence.



Jordanie © Martina Martelloni

Jordanie

Secteurs d'intervention



2012

Première intervention dans le pays



28 500

Personnes atteintes



7

Projets



1 824 446€

Budget dépensé

Dix ans après le début de la crise syrienne, en décembre 2021, la Jordanie accueillait 672 952 réfugiés syriens enregistrés par le HNUCR, plus 18 000 réfugiés palestiniens de Syrie. En réalité, le total réel, si l'on tient compte des non-enregistrés, est estimé à environ 1,3 million. La plupart des réfugiés syriens enregistrés se trouvent dans les gouvernorats du Nord du pays (Amman, Mafraq, Irbid et Zarqa accueillent cumulativement 95 % du nombre total de réfugiés enregistrés). Seuls 10% (environ 130 000) du nombre total de réfugiés syriens enregistrés vivent dans l'un des trois camps de réfugiés officiels (Zaatari, Azraq et le camp émirati-jordanien EJC) ; les autres 90% vivent dans des communautés d'accueil, soit dans des zones urbaines ou suburbaines, dans des abris rudimentaires ou des tentes, dans des bâtiments abandonnés ou partiellement construits, ou dans des appartements surpeuplés et/ou mal entretenus. Bien que la frontière entre la Jordanie et la Syrie ait été ouverte en octobre 2018, 90 % des réfugiés ne considèrent pas qu'il soit sûr de retourner en Syrie.



INTERSOS
Bilan Social 2021

80 % des réfugiés syriens vivent sous le seuil de pauvreté et la pandémie de Covid-19 a eu un impact énorme sur les ressources financières des réfugiés et des communautés d'accueil vulnérables.

La plupart des familles syriennes dépendent de l'aide humanitaire pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Avec la pandémie, les réfugiés syriens ont commencé à acheter de la nourriture à crédit, à accepter des emplois temporaires ou illégaux, à réduire les dépenses non alimentaires, et ont même eu recours au retrait des enfants de l'école, au travail des enfants et aux mariages précoces ou forcés.

En 2021, INTERSOS en Jordanie a mené des activités de protection pour répondre aux besoins de base. Un soutien a été offert aux survivants et aux personnes exposées à la violence sexiste, ainsi qu'un soutien ponctuel aux personnes de la communauté LGBTQIA+. Les réfugiés et les Jordaniens vulnérables vivant en dehors des camps de réfugiés (y compris dans les zones rurales reculées) ont été identifiés et se sont vus proposer un soutien psychosocial spécialisé (individuel et collectif), des conseils juridiques et une aide économique d'urgence.

En outre, INTERSOS a collaboré avec le réseau PSEA (Prevention of Sexual Exploitation and Abuse, Prévention de l'exploitation et des abus sexuels) pour définir une norme minimale d'activités visant à prévenir et à répondre aux abus sexuels et a recommandé son adoption par diverses parties prenantes.

Résultats mis en évidence



25 530

personnes touchées par des activités de réponse et de prévention de la violence à caractère sexiste



3 745

Jordaniens et réfugiés vulnérables ont reçu une aide économique



15

comités de protection communautaire en place et en activité

Activités mises en évidence

INTERSOS travaille depuis 3 ans en partenariat avec l'ONG jordanienne Sawaed Al-Tagheer (FOCCEC - Forearms of Change Center to Empower Community) - basée à Amman, une Organisation qui travaille avec des personnes vulnérables et marginalisées en offrant des services de prévention et de réponse à la violence basée sur le genre, et des services de santé (santé reproductive et infections sexuellement transmissibles comme le VIH). Au fil des ans, nous avons obtenu un accès important à des groupes autrement très fermés, qui passent souvent entre les mailles du système de protection sociale en raison de la forte stigmatisation qui leur est associée, notamment pour les personnes de la communauté LGBTQIA+.



Liban © Martina Martelloni

Liban

Secteurs d'intervention



2006

Première intervention dans le pays



230 000

Personnes atteintes



12

Projets



8 615 084€

Budget dépensé

Le Liban connaît une crise à plusieurs niveaux dont les conséquences humanitaires sont dramatiques et de plus en plus visibles. À l'effondrement économique, qui a débuté en 2019, à la crise syrienne et aux conséquences exacerbées par la pandémie de Covid-19, s'est ajouté au Liban l'impact de l'explosion dans le port de Beyrouth en août 2020. Qui plus est, la crise syrienne prolongée a fait du Liban l'un des pays où l'incidence des réfugiés sur la population totale est la plus élevée.

Les conditions de vie déjà difficiles des réfugiés syriens dans le pays et la vulnérabilité croissante de la population libanaise elle-même, combinées à la capacité réduite du gouvernement central et des autorités locales à fournir des services de base, ont créé un besoin d'assistance très



INTERSOS
Bilan Social 2021

élevé dans toute la population. Dans ce contexte, INTERSOS a étendu son programme de réponse humanitaire, en renforçant ses activités de protection et de distribution de produits de première nécessité et d'abris d'urgence. En 2021, grâce à sa présence dans toutes les régions du pays (Beyrouth, Mont Liban, Bekaa, Nord et Akkar, Sud et Nabatieh) INTERSOS a répondu au besoin croissant d'intégrer différents services, en partenariat avec des organisations locales et internationales (dans les domaines de la santé et des services spécialisés pour les communautés marginalisées), et a offert des interventions de protection intégrale (de l'identification des besoins à la mise en œuvre d'une réponse complexe) aux groupes les plus vulnérables. Elle a également poursuivi les activités de prévention de Covid-19 et l'assistance aux personnes touchées par l'explosion du port de Beyrouth.

Résultats mis en évidence



2 500

personnes vulnérables ont reçu une assistance économique



3 000

personnes ont bénéficié de la réhabilitation de leur maison et d'un logement temporaire sûr.



600

personnes ont été soutenues dans le processus de vaccination contre la Covid-19

Activités mises en évidence

Le travail s'est poursuivi en 2021 pour aider les personnes ayant des difficultés de logement à la suite de l'explosion du port de Beyrouth et dans le Sud du pays. Les projets étaient basés sur une forte implication des communautés locales pour améliorer les services urbains, réhabiliter les espaces publics, identifier des solutions aux problèmes de sûreté et de sécurité, et contribuer ainsi à l'amélioration de la cohésion sociale.



Libye © INTERSOS

Libye

Secteurs d'intervention


2018

 Première intervention
dans le pays

3 600

Personnes atteintes


9

Projets


2 297 676€

Budget dépensé

Après 10 ans de conflit, une détérioration significative de la situation socio-économique et des mesures prises pour réduire la pandémie de Covid-19, les capacités de réponse et la résilience des plus vulnérables ont été sévèrement mises à l'épreuve, transformant la Libye en une crise à plusieurs niveaux avec des besoins humanitaires touchant différents segments de la population. D'ici 2021, l'ONU estime qu'il y aura quelque 662 000 Libyens rapatriés et 179 000 déplacés internes. La présence de mines antipersonnel, le manque de sécurité perçu, le manque d'emplois et de services de base dissuadent les gens de rentrer chez eux.

En 2021, il y avait environ 610 000 migrants, demandeurs d'asile et réfugiés de 43 pays, dont environ 50 000 réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés. Plus de 5 000 migrants étaient détenus dans des centres de rétention, souvent exposés à des conditions inhumaines.


 INTERSOS
Bilan Social 2021

Pour INTERSOS, 2021 a été une année de consolidation du programme et d'interventions intégrées dans les domaines de l'éducation, de la protection et de la santé. En trois ans de mise en œuvre, INTERSOS a construit plusieurs « Baity centers », des centres de services multisectoriels, qui offrent des services de protection de l'enfance, d'éducation et de santé aux enfants et aux jeunes âgés de 6 à 21 ans. L'identification des besoins implique une forte participation des communautés et des familles.

Des efforts supplémentaires ont été déployés pour améliorer la qualité de la prestation de services dans les zones déjà couvertes par notre travail, tandis que l'accès à des municipalités et des quartiers supplémentaires a été obtenu et que les partenariats avec les communautés locales ont été renforcés.

Dans le Grand Tripoli, la zone métropolitaine de la capitale, nos efforts se sont concentrés sur les municipalités d'Abu Salim et d'Ain Zara, toutes les deux parmi les plus touchées par le conflit et toutes les deux densément peuplées de migrants et de réfugiés. À Sabha, le travail s'est étendu à de nouveaux quartiers vulnérables. Qui plus est, une nouvelle intervention, toujours basée sur le programme Baity, a été lancée à Ajdabiya, dans l'Est du pays. En parallèle, la mission s'est concentrée sur la rénovation des bâtiments de santé dans le Nord et dans la région du Fezzan.

Résultats mis en évidence


3 323

 enfants et 119 adultes ont participé à
des activités éducatives informelles

1 584

 enfants et 55 adultes ont reçu des
fournitures scolaires

2 195

 enfants et 90 adultes ont reçu un
soutien psychosocial

Activités mises en évidence

Des cours de rattrapage et de soutien sont organisés au centre Baity, tandis que pour les enfants qui n'ont pas accès au centre, des activités sont menées grâce à la participation d'organisations locales dans les municipalités concernées. Les activités éducatives peuvent également être menées en ligne, pour les enfants qui ont accès à l'internet, ou à domicile, par la distribution de matériel éducatif imprimé pour les enfants qui n'ont pas accès à l'internet.



Niger © INTERSOS

Niger

Secteurs d'intervention


2019

 Première intervention
dans le pays

25 900

Personnes atteintes


6

Projets


1 305 631€

Budget dépensé

Le Niger est un pays qui connaît une grave crise humanitaire. L'ampleur des conflits armés, les conséquences directes et indirectes de la Covid-19, les épidémies récurrentes, l'insécurité alimentaire, la malnutrition chronique, les inondations et la sécheresse ont des répercussions socio-économiques dramatiques sur la population.

Ainsi, la communauté humanitaire estime que près de 3,8 millions de personnes ont eu besoin d'une assistance humanitaire en 2021, dans un contexte où les services sociaux de base restent extrêmement limités. Pour répondre à l'évolution des besoins et renforcer leur capacité d'intervention, les organisations humanitaires sont donc appelées à mettre en œuvre des interventions plus ciblées, plus réactives et, si possible, anticipatrices.


 INTERSOS
Bilan Social 2021

INTERSOS, au Niger depuis 2019, offre des services de protection aux réfugiés et demandeurs d'asile évacués de Libye dans les centres humanitaires d'Agadez et de Hamdallaye, en plus du suivi des cas nécessitant une protection humanitaire, de la protection des enfants et des activités d'éducation pour les communautés locales dans la région de Tahoua et d'Agadez.

En ce qui concerne l'accès à l'eau et à l'assainissement, une extension du réseau d'approvisionnement est en cours à Tarissadat, dans le département de Tassara, avec la construction d'un bassin d'eau potable de 100 m3.

Résultats mis en évidence


191

 mineurs ont participé à des séances
de soutien psychosocial à Agadez

62

 personnes, dont 11 réfugiés
(10 hommes et 1 femme) et 51
personnes de la communauté
d'accueil (49 hommes et 2 femmes)
ont bénéficié de cours de français à
Hamdallaye

94

 jeunes adolescents de la
communauté d'accueil (dont 55 filles
et 39 garçons) ont été inscrits à des
cours de formation professionnelle à
Agadez

Activités mises en évidence

Dans le cadre du projet Pagella in Tasca, lancé en juin 2020, un premier groupe de cinq mineurs réfugiés est arrivé en Italie le 15 octobre 2021, accompagné par un médiateur culturel nigérien, afin de poursuivre leurs études. Les mineurs ont été accueillis par différentes familles de la municipalité de Turin et ont commencé à suivre des cours d'italien pour assurer leur intégration dans leur nouveau contexte.



Nigeria © INTERSOS

Nigeria

Secteurs d'intervention


2016

 Première intervention
dans le pays

950 700

Personnes atteintes


19

Projets


7 599 683€

Budget dépensé

Le conflit armé qui sévit depuis plus de dix ans dans le Nord-est du Nigeria a provoqué de vastes déplacements de population et compromis l'accès aux services essentiels. Le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire a atteint les 8,7 millions. 75 % d'entre eux se trouvent dans l'État de Borno, avec un accès limité aux services de base et dans des endroits difficiles à atteindre. En plus de la pandémie de Covid-19, la situation a été exacerbée par le projet du gouvernement de l'État de Borno de fermer les 149 camps de la région de Maiduguri, qui accueillait plus de 1,8 million de personnes déplacées, d'ici le 31 décembre 2021.

L'intervention d'INTEROSOS a consisté en des interventions médicales vitales dans des régions de l'État de Borno dépourvues de services de santé adéquats, ainsi qu'en des services de dépistage de la malnutrition dans les régions de Magumeri, Bama, Ngala et Dikwa. De plus, INTEROSOS gère des programmes thérapeutiques ambulatoires à Bama et Magumeri,


 INTERSOS
Bilan Social 2021

ainsi qu'un centre de stabilisation pour le traitement des cas de malnutrition aiguë sévère à Maiduguri. Qui plus est, des services et des campagnes de vaccination contre la Covid-19 sont actifs dans les camps de huit régions.

Dans le cadre de son programme de protection, INTERSOS a mené des campagnes de prévention des violences sexistes et a aidé les survivants de ces violences dans les régions de Monguno, Magumeri, Bama, Ngala et Dikwa. Parallèlement, INTERSOS a mis en œuvre des activités de suivi et de protection des personnes ayant besoin de protection parmi les nouveaux arrivants à Monguno et Ngala et parmi les personnes déplacées à Anka et Gusau, dans l'État de Zamfara.

En réponse au nombre croissant de personnes déplacées dans le Nord-est du Nigeria, INTERSOS a mené des activités de coordination et de gestion dans les camps d'accueil et est intervenue dans les quartiers informels de Banki, Ngala, Monguno, Damasak dans l'État de Borno et de Yola, Mubi et Michika dans l'État d'Adamawa, en assurant une sélection, un enregistrement et un accueil adéquats des nouveaux arrivants, ainsi qu'une coordination avec les acteurs des zones d'intervention.

Le conflit, Covid-19 et les restrictions de mouvement qui en résultent ont continué à avoir un impact négatif sur le travail agricole et les autres activités de subsistance. INTERSOS a donc collaboré avec le Programme alimentaire mondial pour distribuer de la nourriture à Magumeri, Damasak, Banki et Ngala dans l'État de Borno. Elle est également intervenue pour fournir de l'eau potable et des installations sanitaires à Bama, Ngala, Magumeri et Dikwa.

Résultats mis en évidence


461 008

personnes déplacées dans les camps et les établissements informels ont bénéficié des activités de gestion et de coordination des camps


403 892

personnes en situation d'insécurité alimentaire ont reçu 18 874 tonnes d'aide alimentaire


170 319

consultations externes ont été effectuées dans les établissements de santé et de nutrition de l'État de Borno soutenus par INTERSOS


6 231

personnes ont reçu des informations sur leurs droits légaux


45 479

personnes vaccinées contre la Covid-19

Activités mises en évidence

Le centre de stabilisation et de traitement de la malnutrition soutenu par INTERSOS à l'hôpital de Maiduguri a traité 856 enfants souffrant de malnutrition aiguë à l'hôpital, enregistrant un taux de guérison de 97%. L'identification précoce des cas de malnutrition repose sur la collaboration de volontaires formés au sein des communautés locales, véritables "sentinelles" qui aident à identifier les enfants nécessitant des soins urgents.



République Centrafricaine © Alessandro Rocca

République Centrafricaine

Secteurs d'intervention



2014

Première intervention
dans le pays

83 000

Personnes atteintes



10

Projets



2 409 536€

Budget dépensé

En 2021, la République centrafricaine a enregistré un nombre élevé de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), fuyant principalement la violence et les conflits armés. La population vivant dans les zones qui ne sont pas encore sous le contrôle des Forces armées centrafricaines (FACA) et de leurs alliés connaît une grave instabilité en raison des affrontements en cours avec divers groupes armés. La situation est aggravée par les conséquences de la pandémie de Covid 19.

Dans ce contexte, INTERSOS fournit des abris d'urgence et des produits de première nécessité, offre des services de santé et de nutrition, réalise des projets d'accès à l'assainissement, et assure la protection des personnes vulnérables et l'éducation dans les situations d'urgence.



INTEROS
Bilan Social 2021

Les activités de *suivi de la protection** menées sur le terrain par INTERSOS ont révélé 4 024 violations des droits humains enregistrées (dont 38,57 % sont des cas de violence fondée sur le genre). En général, les principaux auteurs sont des membres de groupes armés (38,41 %) ou des membres de la famille (27,23 %).

En 2021, INTERSOS a soutenu 20 centres de santé, dont l'hôpital de district de Bozoum, pour le traitement de la malnutrition aiguë. 8 490 certificats de naissance ont été délivrés à des enfants précédemment enrôlés comme soldats et à d'autres enfants en situation vulnérable. 179 enfants soldats récemment libérés par des groupes armés ont bénéficié de projets de réintégration socio-économique. 207 survivantes de violences sexistes ont été prises en charge, dont 79 ont eu accès à une assistance médicale, matérielle et économique. 152 mineurs isolés ont été réunis avec leur famille biologique. Un soutien psychosocial a été apporté à 31 919 enfants par le biais d'activités récréatives et d'alphabétisation.

Résultats mis en évidence



1 500

kits d'hygiène distribués aux
personnes vulnérables à Dékoa,
Bambari



50 712

personnes ont bénéficié des activités de
protection d'INTEROS (43 808 pour
la protection des enfants, 4 024 pour
le suivi des violations, 2 880 pour la
violence sexiste)



20

Soutien à 20 centres de santé pour
la sensibilisation de 30 674 mères
aux bonnes pratiques d'alimentation
des enfants

* *Le suivi de la protection implique la collecte, la vérification et l'analyse d'informations afin d'identifier les violations des droits humains et les risques de protection rencontrés par les personnes déplacées ou autres les populations touchées par la crise.*

Activités mises en évidence

Dans le cadre du projet de lutte contre la violence sexiste, trois espaces sécurisés pour les femmes et les filles survivantes, vulnérables ou à risque ont été mis en place à Kabo, Bouca et Moyenne Sido, accueillant 2 880 personnes, dont 32 personnes handicapées. Dans les espaces de sécurité, les personnes ont bénéficié de conseils en groupe, de conseils individuels et d'activités récréatives. Les 453 survivants que nous avons reçus dans les centres d'écoute ont tous été orientés vers les espaces de sécurité. Ils y suivent des cours sur la manière de mener une activité génératrice de revenus, comme la broderie, la cuisine et la fabrication de savon. À ce jour, 92 femmes ont terminé leur soutien psychologique et ont commencé leur réintégration sociale et professionnelle.



République Démocratique du Congo © INTERSOS

République Démocratique du Congo

Secteurs d'intervention



2009

Première intervention dans le pays



579 900

Personnes atteintes



12

Projets



4 351 230€

Budget dépensé

La République démocratique du Congo reste l'une des crises humanitaires les plus complexes et les plus étendues au monde, caractérisée par des mouvements de population continus, une insécurité alimentaire aiguë, une malnutrition aiguë, des épidémies et des violations permanentes des droits humains.

Les attaques et les violences se sont intensifiées en 2021, s'étendant également aux camps de déplacés et à l'égard du personnel humanitaire, notamment en Ituri et au Nord-Kivu, où les autorités ont déclaré l'état de siège à partir du 6 mai 2021.

À la fin de 2021, 5,7 millions de personnes (dont 2,6 millions de personnes déplacées, 1,9 million de rapatriés, 620 000 familles d'accueil et 533 200 réfugiés) avaient besoin d'une aide humanitaire.



INTEROSOS
Bilan Social 2021

La République démocratique du Congo est actuellement le pays qui compte le plus grand nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire (27 millions), avec plus de 6 millions de personnes souffrant de malnutrition aiguë, dont la moitié sont des enfants de moins de cinq ans.

En 2021, la République démocratique du Congo a été frappée par six épidémies distinctes, dont l'Ebola, la rougeole, la méningite et le choléra, surchargeant encore davantage un système de santé publique déjà fragile. En réponse à la crise humanitaire, INTERSOS a concentré ses activités dans les quatre provinces les plus touchées de l'Est du pays, en assurant un *suivi de la protection** et en analysant les besoins humanitaires les plus urgents.

Sur la base des données recueillies, INTERSOS a lancé des interventions contre la violence sexiste généralisée et a orienté les personnes les plus vulnérables vers des services spécialisés.

Pour faire face à la crise alimentaire, les activités de soutien à la nutrition et aux moyens de subsistance ont été renforcées au Sud-Kivu et en Ituri, par le biais de la distribution de nourriture au Sud-Kivu et de l'assistance économique en Ituri.

Résultats mis en évidence



25 284

femmes enceintes ou allaitantes et 42 447 enfants âgés de 6 à 9 ans ont reçu des suppléments nutritionnels dans 99 zones de soins de santé



12 157

familles, soit 51 862 personnes déplacées, rapatriées et ressortissants vulnérables, ont reçu une assistance économique



492

personnes ont reçu une aide financière pour accéder aux services de santé

** Le suivi de la protection implique la collecte, la vérification et l'analyse d'informations afin d'identifier les violations des droits humains et les risques de protection rencontrés par les populations déplacées ou affectées par d'autres crises.*

Activités mises en évidence

INTEROSOS a apporté une aide d'urgence aux personnes touchées par l'éruption du volcan Nyiragongo, près de Goma, en fournissant une assistance psychologique et psychosociale aux personnes fuyant le volcan et en s'efforçant de réunir les enfants isolés avec leurs familles. En soutenant la phase de retour dans les zones d'origine, une attention particulière a été accordée à la résolution des litiges liés à la réappropriation des terres. Dans de nombreux cas, la coulée de lave a, en fait, modifié le paysage et caché les limites des propriétés.



Tchad © INTERMOS

Tchad

Secteurs d'intervention



RÉGION DES LACS

N'Djamena



2004

Première intervention
dans le pays

234 300

Personnes atteintes



7

Projets



2 248 207€

Budget dépensé

Le Tchad reste en proie à une crise humanitaire prolongée en raison de l'insécurité croissante à l'intérieur du pays et dans les pays voisins, des tensions socio-économiques, sanitaires et climatiques. En 2021, les effets combinés des conflits, des urgences sanitaires et du changement climatique ont touché 5,5 millions de personnes, soit un tiers de la population.

La situation reste particulièrement critique dans la Région du lac Tchad en raison du conflit transfrontalier qui touche l'ensemble du bassin du lac Tchad et qui s'est intensifié au cours des trois dernières années. Le nombre de personnes déplacées au Tchad a atteint un niveau sans précédent, avec plus d'un million de réfugiés, de personnes déplacées à l'intérieur du pays et de rapatriés. Dans la région des lacs en particulier, plus de 406 500 personnes, soit environ 60 % de la population, sont déplacées. Le pays accueille plus de 528 000 réfugiés et demandeurs d'asile, dont 42 700 sont arrivés en 2021. Ces personnes, qui arrivent principalement du Soudan, de la République centrafricaine, du Nigeria et du Cameroun, dépendent essentiellement de l'aide humanitaire.

INTERMOS
Bilan Social 2021

En 2021, près de 2 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire. Le niveau de malnutrition aiguë chez les enfants dépasse le seuil d'urgence de 10 % pour la malnutrition aiguë globale (MAG) et de 2 % pour la malnutrition aiguë sévère (MAS), ce qui contribue à un taux de mortalité critique chez les moins de cinq ans.

L'accès à l'eau potable et l'assainissement restent des questions centrales dans le pays. Des maladies telles que le paludisme, la rougeole, la méningite, la fièvre jaune et le choléra sont répandues et touchent près de 1,7 million de personnes. Des épidémies inquiétantes d'hépatite et de leishmaniose sont également apparues en 2021.

Au Tchad, INTERMOS fournit une assistance et une protection multisectorielles aux personnes vulnérables, en particulier dans la région des lacs, en offrant un soutien aux populations déplacées, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile, et en soutenant également les populations d'accueil. Notre intervention a inclus, entre autres, la mise en œuvre de mécanismes de réponse rapide en matière de protection (Région du lac Tchad), le suivi des mouvements transfrontaliers, le soutien psychologique et médical aux survivants de la violence sexiste, des activités de protection des enfants, des programmes de prévention de la malnutrition et la sécurité alimentaire.

Parmi les réalisations les plus importantes dans la Région du lac Tchad, on peut évoquer l'enregistrement de 15 519 demandeurs d'asile et rapatriés tchadiens, rendu possible par la création d'un mécanisme ad hoc de contrôle aux frontières dans les départements limitrophes du Niger, du Nigeria et du Cameroun. Dans le département de Mamdi, nous avons également assuré la distribution de nourriture à 25 000 personnes tout au long de l'année 2021 et mis en place un programme nutritionnel consacré aux femmes allaitantes et aux enfants.

Résultats mis en évidence



15 519

demandeurs d'asile et rapatriés
tchadiens enregistrés grâce au
développement d'un mécanisme de
contrôle frontalier

28

espaces sécurisés ouverts dans les
départements de Kaya, Fouli et Mamdi,
dont 14 pour les garçons et les filles et
14 pour les femmes.

5 000

certificats de naissance fournis aux
enfants sans documents d'état civil

Activités mises en évidence

Dans le domaine de la protection, INTERMOS a ouvert 14 espaces sécurisés pour les garçons et les filles et 14 espaces pour les femmes dans 12 endroits du pays en 2021. De plus, 5 000 actes de naissance civils ont été distribués et des activités de renforcement des capacités ont été organisées pour les autorités et les structures communautaires sur l'importance des droits humains, la lutte contre la violence sexiste et la protection des enfants dans les trois départements de Mamdi, Kaya et Fouli. Des espaces d'écoute ont été créés pour la prise en charge psychologique des victimes du conflit, y compris les survivants de la violence sexiste et les enfants.



Soudan du Sud © INTERSOS

Soudan du Sud

Secteurs d'intervention


2006

 Première intervention
dans le pays

153 300

Personnes atteintes


13

Projets


2 648 533€

Budget dépensé

Depuis qu'il a obtenu son indépendance du Soudan en 2011, le Soudan du Sud est considéré comme un pays en crise humanitaire. L'année 2021 a été caractérisée par un conflit armé, une violence généralisée et des inondations importantes pour la troisième année consécutive, notamment dans les États d'Unité et de Jonglei. Ces trois facteurs ont aggravé une situation d'insécurité alimentaire déjà grave. Fin 2020, la famine était présente dans cinq comtés (unités territoriales provinciales), principalement dans l'État de Jonglei, et la situation s'est aggravée au cours de 2021. À mesure que la situation se détériorait, des phénomènes tels que le travail des enfants et les mariages précoces ont augmenté énormément, tout comme le nombre de femmes et de filles survivant à des violences sexistes et souffrant de détresse psychosociale. Sur une population totale de 11,2 millions d'habitants, 8,3 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire en 2021.


 INTERSOS
Bilan Social 2021

En réponse à la crise humanitaire en cours, les activités d'INTEROS en 2021 se sont concentrées sur les États de Jonglei et d'Unité, qui ont été les plus touchés par les inondations et la violence. Le principal domaine d'intervention est resté la protection des personnes les plus vulnérables, avec un accent particulier sur les services liés à la lutte contre la violence sexiste, dans cinq endroits différents : Akobo, Ayod, Pibor, Jebel Boma et Lankien. À Akobo et Pibor, en plus des activités de protection, INTEROS mène des projets de sécurité alimentaire pour les familles les plus vulnérables. Dans l'État d'Unité, INTEROS a aidé les personnes touchées par les inondations à Bentiu et à Leer et Mayendit. En outre, à la fin de l'année, INTEROS a lancé une nouvelle intervention à Ezo pour aider les personnes déplacées de la ville de Tambura, située non loin de là, dans l'État d'Équatoria occidentale.

Résultats mis en évidence


1 319

 survivants de la violence sexiste
suivis et aidés au niveau
psychosocial

89 783

 personnes vulnérables sensibilisées
à la prévention de la violence sexiste
et de la violence envers les enfants

12 406

 personnes à risque sensibilisées
aux bonnes pratiques d'hygiène et
de santé grâce à des activités de
sensibilisation

Activités mises en évidence

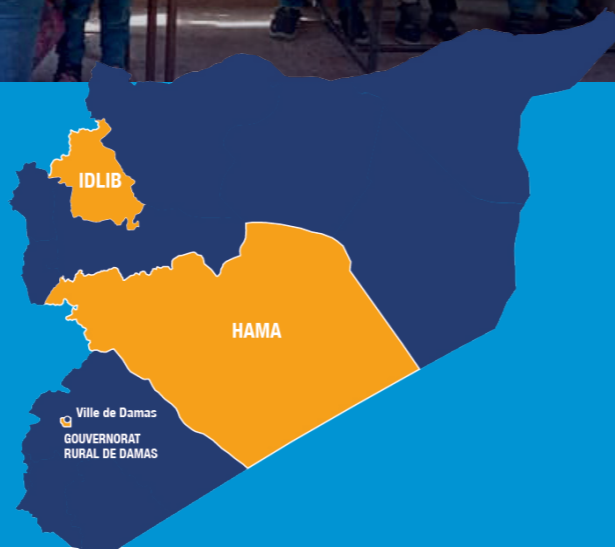
INTEROS a formé 14 dirigeants communautaires pour faciliter les discussions sur la violence sexiste et la construction de la paix. Cinq groupes de discussion au niveau communautaire ont été organisés, avec 125 participants. De plus, des ateliers ont été organisés pour définir un plan d'action visant à mettre fin aux problèmes existants dans la communauté. 90 % des personnes interrogées qui ont participé aux réunions font état de changements dans leur communauté et on estime qu'une grande partie des participants ont commencé à prendre des mesures contre la violence sexiste.



Syrie © INTERSOS

Syrie

Secteurs d'intervention


2019

 Première intervention
dans le pays

30 300

Personnes atteintes


11

Projets


1 332 388€

Budget dépensé

Après 11 ans de crise, l'ampleur, la gravité et la complexité des besoins humanitaires en Syrie restent considérables. Cette situation résulte de la poursuite des hostilités dans les zones contestées, de nouveaux déplacements prolongés, de retours spontanés et de l'érosion durable de la résilience des communautés pendant plus d'une décennie de crise.

On estime que plus de 14 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire (contre 13,4 millions en 2020). Plus de 12 millions de personnes souffrent ou risquent de souffrir de la faim, soit le niveau le plus élevé depuis le début de la crise. La destruction des infrastructures civiles, l'épuisement de l'épargne et les opportunités économiques limitées ont contraint de nombreuses personnes à recourir à des mécanismes d'adaptation négatifs. Le résultat est


 INTERSOS
Bilan Social 2021

une extrême vulnérabilité. Les personnes particulièrement exposées sont les enfants, les femmes enceintes et allaitantes, les personnes handicapées, les personnes âgées et d'autres groupes ou individus ayant des besoins particuliers ou des capacités d'adaptation réduites.

Au cours de l'année 2021, INTERSOS a réalisé un programme intégré d'assistance à la population des gouvernorats de Damas rural, Hama et Idlib sud, parmi les plus touchés par la crise, à travers des activités d'accès aux services de santé, d'éducation, avec la réhabilitation et l'équipement de bâtiments scolaires, de distribution de produits de première nécessité, en particulier pendant les mois d'hiver rigoureux, et la protection des personnes les plus vulnérables, avec l'ouverture de trois centres offrant des services de protection et d'assistance aux plus vulnérables et avec des équipes d'experts itinérantes, atteignant des zones rurales très éloignées et difficiles d'accès, dépourvues de services de base.

Résultats mis en évidence


19 395

 personnes touchées par le secteur
de la protection

212

agents de santé formés


75 552

 personnes touchées par les activités
de sensibilisation (par SMS et
messages radio)

6 023

 personnes touchées par la
distribution de kits d'hiver

Activités mises en évidence

En 2021, INTERSOS a activé trois unités sanitaires mobiles pour prendre en charge les zones reculées mal desservies du gouvernorat de Hama. Les unités offrent des soins de santé primaires (y compris des services pédiatriques et gynécologiques). Le personnel de santé a été formé aux maladies infantiles, à la prévention et au contrôle des infections, à la santé génésique, à la communication des risques, aux questions de protection (identification et orientation sûres et principes de protection des enfants), afin de garantir un niveau de soins complet aux communautés touchées par la crise.



Venezuela © INTERSOS

Venezuela

Secteurs d'intervention


2019

 Première intervention
dans le pays

80 800

Personnes atteintes


6

Projets


1 231 443€

Budget dépensé

Le Venezuela continue de vivre une crise politique et socio-économique sans précédent, qui a eu de graves répercussions sur la population, contrainte de faire face à l'hyperinflation, aux pénuries alimentaires et au manque de services de base. Cette crise a déclenché l'un des plus grands flux migratoires de l'histoire, puisque quelque 5,4 millions de Vénézuéliens ont quitté leur pays. D'ici 2021, on estime que 7 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire, avec une dépendance croissante à l'égard de l'aide humanitaire d'urgence dans les domaines de la santé, de la sécurité alimentaire, de l'eau et de l'assainissement, ainsi que de l'accès à l'éducation et des voies de protection et d'intégration.

Au Venezuela, INTERSOS est actif dans les domaines de la protection des personnes les plus vulnérables, de la santé, de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'eau et à l'assainissement


 INTERSOS
Bilan Social 2021

dans les régions de Táchira, Apure, Merida et Barinas. Les services de protection d'urgence sont destinés aux migrants, aux rapatriés, aux personnes déplacées et aux communautés d'accueil vulnérables. L'ensemble complet de services de protection comprend la gestion des cas individuels, y compris la protection des enfants et la gestion des cas de violence fondée sur le sexe, le soutien psychosocial, le renforcement des capacités des acteurs publics et les campagnes de sensibilisation ainsi que l'assistance juridique pour la régularisation de la population migrante.

INTERSOS soutient également la prévention des maladies transmissibles et non transmissibles, les soins nutritionnels, le diagnostic des maladies, les soins médicaux et la fourniture de médicaments, en mettant l'accent sur les femmes enceintes, les personnes âgées et les enfants. En particulier, INTERSOS gère des cliniques mobiles afin d'améliorer la capacité du système de santé à intervenir et à fournir des services essentiels en matière de santé reproductive et de soutien nutritionnel.

INTERSOS assure également l'accès à l'eau et à l'assainissement au Venezuela par la fourniture de réservoirs, de filtres, de kits d'hygiène et de moustiquaires, ainsi que par l'amélioration des infrastructures communautaires pour l'accès à l'eau potable.

Résultats mis en évidence


4 985

 personnes ont reçu une gestion
de cas individuelle et un soutien
psychosocial

12 653

 personnes ont reçu des soins
médicaux primaires, y compris
des soins de santé sexuelle et
reproductive

28 655

 personnes ont reçu une assistance
nutritionnelle

2 977

 personnes vaccinées contre la
Covid-19

Activités mises en évidence

En 2021, un programme de santé sexuelle et reproductive a été activé, avec un impact positif sur la vie des groupes les plus vulnérables, en particulier les femmes enceintes et les adolescents des communautés d'accueil et de migrants. L'introduction de l'échographie a donné un grand coup de pouce à la participation de ces groupes de population, qui a largement dépassé toutes les attentes.



Yémen © INTERSOS

Yémen

Secteurs d'intervention


2008

 Première intervention
dans le pays

614 400

Personnes atteintes


25

Projets


14 030 794€

Budget dépensé

Sept ans après le déclenchement du conflit en 2015, le Yémen reste l'une des crises humanitaires les plus graves au monde. Le conflit a durement touché le système socio-économique du Yémen : le système public et les services connexes se sont effondrés, plus de 4 millions de personnes ont été déplacées de leur territoire d'origine et plus de 80% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. En conséquence, 23,4 millions de personnes, soit environ 73 % de la population totale, ont besoin d'une aide humanitaire.

Malgré le conflit en cours et les menaces généralisées qui pèsent sur la sécurité et les personnes, le Yémen reste un pays de transit pour les personnes qui fuient ou migrent depuis la Corne de l'Afrique, notamment la Somalie, l'Éthiopie et l'Érythrée. Fin 2021, on estimait à 102 000 le nombre de réfugiés et demandeurs d'asile et à 192 000 le nombre de migrants dans le pays, survivant en grande partie grâce au soutien des acteurs humanitaires.


 INTERSOS
Bilan Social 2021

En 2021, INTERSOS a poursuivi ses activités au Yémen du Nord et du Sud, en utilisant une approche multisectorielle qui comprend : des services intégrés de santé et de nutrition (dans les centres médicaux et avec des équipes médicales itinérantes) ; des services de protection pour les personnes en situation de vulnérabilité et des activités de prévention pour réduire les risques de violations ; des interventions pour améliorer les services d'eau et d'assainissement ; des activités pour augmenter les opportunités de revenus et les moyens de subsistance des personnes vulnérables ; et un soutien économique pour permettre l'accès aux études universitaires.

Depuis le premier cas de Covid-19 au Yémen en avril 2020, INTERSOS s'est efforcé de réduire la transmission du virus, en mobilisant des volontaires communautaires pour sensibiliser la population locale aux mesures de précaution. Un soutien a été apporté au système de santé pour éviter la suspension des services de santé et de nutrition, le personnel de santé a été formé à la gestion des cas positifs au virus et des dispositifs de protection et de prévention ont été distribués. Depuis octobre 2021, INTERSOS a commencé à soutenir directement la campagne de vaccination, en soutenant 2 centres de vaccination et en menant des activités de sensibilisation pour augmenter la vaccination.

Globalement, l'intervention d'INTERSOS dans le pays se concentre sur les différents groupes de population touchés par le conflit (communautés d'accueil, personnes déplacées et celles qui sont retournées dans leur territoire d'origine) - tant dans les zones urbaines que rurales, ainsi que sur les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants. Un accent particulier est mis sur les femmes et les enfants, y compris les mineurs non accompagnés, et les personnes ayant des besoins spécifiques.

Résultats mis en évidence


17 634

 personnes ont bénéficié de services
juridiques, dont 13 820 pour obtenir des
documents d'état civil et d'identification

320 155

 personnes ont accédé aux services
de santé primaires

25 811

enfants vaccinés


17 682

 migrants ont reçu de la nourriture et
des produits de première nécessité
sur la côte Sud du Yémen

2 977

 personnes vaccinées contre la
Covid-19

Activités mises en évidence

En août 2021, INTERSOS a mis en place une clinique médicale mobile pour fournir des services de santé et de nutrition d'urgence dans 7 camps de personnes déplacées dans le district de Ku'aydina du gouvernorat de Hajja. On estime que 15 000 personnes déplacées ont trouvé refuge dans ce district. Leurs conditions de vie sont très précaires et les services humanitaires font défaut. Entre août et décembre 2021, INTERSOS a fourni des services de santé et de nutrition à 11 000 personnes. De plus, des fonds ont été obtenus pour lancer une deuxième clinique mobile afin d'offrir des services de protection.

Focus : COVAX

L'engagement d'INTERSOS en faveur de la **vaccination mondiale**. Résultats et perspectives.

Fin 2020, INTERSOS a décidé de s'impliquer directement dans la campagne de vaccination Covid-19, en mettant sa capacité opérationnelle au service de Covax, l'initiative mondiale menée par l'Organisation mondiale de la santé, GAVI, CEPI et l'Unicef, créée pour promouvoir la distribution et l'administration équitables des vaccins dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Pour notre organisation, engagée en première ligne dans des contextes d'urgence, lancer un programme de soutien à Covax était une décision naturelle et nécessaire. Nous n'avons jamais autant appris qu'au cours des deux dernières années à quel point la santé de chacun est interconnectée et combien il est nécessaire de ne laisser personne de côté pour protéger tout le monde. Pourtant, nous avons souvent observé le contraire, non seulement en ce qui concerne la disponibilité des services de santé essentiels, des tests, des médicaments, des équipements et du personnel de santé, mais aussi l'accès à la barrière la plus importante contre le virus : la vaccination. Début 2022, un peu plus de 10 % de la population cible dans les pays les plus pauvres du monde avait été vaccinée avec au moins une dose, contre près de 70 % dans les pays les plus riches. Ces chiffres alarmants confirment la persistance des conditions d'exclusion et d'inégalité et appellent à l'action.

Grâce à la création d'un groupe de travail spécialisé, nous avons identifié un certain nombre de pays où nous pouvons intervenir directement, tant par des activités d'engagement des personnes et des communautés pour promouvoir l'accès à la vaccination que par l'administration directe de vaccins et la gestion de la chaîne du froid.

Les activités ont concerné le Nigeria, le Yémen et le Burkina Faso. Au Nigeria et au Yémen, mise en œuvre d'un paquet complet fonctionnant sur 4 piliers :

- RCCE (Risk Communication and Community Engagement) : communication du risque et participation de la communauté ;
- IEC (Information, Education et Communication) ;
- Gestion et soutien de la chaîne du froid ;
- Administration des vaccins, y compris un important travail de suivi et l'orientation des cas d'effets indésirables après une vaccination ;

Au Burkina Faso, en revanche, tout en traitant les deux premiers points, nous avons également ajouté un volet de recherche opérationnelle qui consistait à évaluer quels étaient les obstacles à la vaccination. En fait, une enquête sur l'hésitation à se faire vacciner a été mise en place. Notre personnel a mené un total de 5 258 entretiens dans 7 pays différents : Nigeria, Yémen, Burkina Faso, Afghanistan, Tchad, Liban et Jordanie.

Au Nigeria, au cours de l'année 2021, INTERSOS, travaillant dans 6 LGA (local government areas, zone de gouvernement local) différents, a vacciné 35 196 personnes, dont 20 308 ont reçu deux doses de Moderna. Il faut ajouter à cela 10 283 personnes qui ont reçu deux doses d'AstraZeneca. Il y a eu au total 132 cas d'effets indésirables, qui ont tous été définis comme non graves. La campagne au Yémen a démarré très lentement et, en 2021, INTERSOS avait entièrement vacciné 2977 personnes tandis que 5314 participaient aux sessions de communication des risques et d'engagement communautaire.

Comme nous avons pu le constater par notre expérience directe sur le terrain, malgré les efforts de l'initiative Covax, l'efficacité de la campagne de vaccination a été entravée par un certain nombre de "goulets d'étranglement". Les expéditions par lots étaient irrégulières, avec des délais de planification courts, ce qui avait un impact sur la logistique de l'administration, le stockage des doses, et même le recrutement et la formation des opérateurs. Les pays ont reçu des lots avec des dates de péremption très courtes, ce qui laissait peu de temps pour la distribution, et cela a été aggravé par la coexistence de plusieurs produits avec des procédures de manipulation variables. Cette progression en dents de scie a rendu la préparation difficile et a diminué l'efficacité des campagnes de sensibilisation, qui devaient être menées immédiatement avant les opérations de vaccination. La capacité limitée de stockage de la chaîne du froid et la désinformation généralisée ont eu un effet négatif sur l'hésitation et l'accès à la vaccination.

L'enjeu pour 2022 est de changer de rythme, en agissant sur plusieurs leviers. Tout d'abord, les ressources financières. Le financement de Covax doit être poursuivi afin d'augmenter le nombre de doses disponibles, et des fonds suffisants et planifiés doivent être fournis pour assurer la mise en œuvre efficace de la campagne de vaccination dans les pays d'intervention. Sur ce point, il est utile de préciser que les efforts consentis en 2021 ont abouti à une accélération majeure de la campagne dans les premiers mois de 2022 grâce à l'allocation supplémentaire de fonds dédiés notamment au continent africain. Un exemple important est fourni par le Nigeria qui, à la mi-mai, a nettement augmenté ses statistiques de couverture vaccinale pour décembre 2021.

Deuxièmement, la logistique : améliorer la programmation des expéditions en fonction des capacités d'absorption des différents pays et augmenter la capacité de la chaîne du froid. Et enfin, l'information et la communication à la population. L'inoculation du vaccin n'est que le dernier maillon d'une chaîne très longue et complexe, il suffit de penser que nous opérons dans des zones qui ne peuvent être atteintes que par hélicoptère. C'est pourquoi la pleine participation et la sensibilisation des communautés, que seule une forte présence sur le terrain peut garantir, est un élément fondamental pour assurer le succès de la campagne de vaccination et la sortie définitive de l'urgence pandémique au niveau mondial.

Dans le même temps, l'énorme effort organisationnel et la quantité de ressources déployées représentent une opportunité à ne pas manquer pour continuer à renforcer les systèmes de santé fragiles. En fait, un réseau mondial pour les programmes de vaccination est en train d'être renforcé, qui pourra être utilisé pour d'autres campagnes, tandis que l'on souligne la nécessité de développer un système mondial de suivi des foyers d'épidémie, comme le prévoit l'Agenda pour la sécurité sanitaire mondiale, un segment opérationnel dans lequel les ONG constituent l'ossature opérationnelle nécessaire sur le terrain, les sentinelles qui peuvent, si elles sont placées dans les bonnes conditions, surveiller les foyers éventuels.



Focus : **SUIVI DE LA PROTECTION***

Le rapport INTERSOS sur une composante essentielle du travail humanitaire

Après avoir respecté son premier engagement envers le Forum mondial des réfugiés en publiant le rapport « [Provision of Legal Aid in Humanitarian Settings](#) » (suivi des violations des droits humains), INTERSOS a produit, au cours du dernier trimestre 2021, un rapport sur les enseignements tirés du Suivi de la protection à grande échelle.

Cette recherche ambitieuse fournit une analyse complète des activités et de la méthodologie de suivi de la protection, de l'utilité des informations collectées, de l'historique des bonnes pratiques opérationnelles, de la nécessité de protocoles robustes de protection des données, et de l'identification des défis et des recommandations aux principales parties prenantes. Il est le résultat d'un processus consultatif comprenant 43 entretiens avec le personnel de protection d'INTEROS, des donateurs, des Clusters de protection, d'autres ONG et du personnel du HNUCR, provenant de 11 contextes opérationnels en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient, de l'Afghanistan et du Burkina Faso au Nigeria, au Soudan du Sud et au Yémen.

Le suivi de la protection est au cœur du travail de protection d'INTEROS. Elle est également fondamentale pour le secteur humanitaire, comme l'a clairement démontré une personne interrogée en externe qui l'a décrite comme "la porte par laquelle passe toute l'activité humanitaire".

Le suivi de la protection vise à acquérir une compréhension approfondie de la diversité des risques et des besoins des différents groupes et individus en fonction de l'âge, du sexe et de la diversité, en collectant, vérifiant et analysant régulièrement et systématiquement des informations sur une longue période afin d'identifier les violations des droits et/ou les risques de protection pour les populations concernées. Les activités de suivi de la protection couvrent des questions essentielles telles que

* *Le suivi de la protection implique la collecte, la vérification et l'analyse d'informations afin d'identifier les violations des droits humains et les risques de protection rencontrés par les populations déplacées ou affectées par d'autres crises.*

les besoins de protection juridique, psychologique et physique, les violations des droits humains, la détention, les solutions durables, le logement, les droits fonciers et de propriété, les mouvements de population et le contrôle aux frontières, la protection des enfants et la surveillance de la violence sexiste.

Le rapport sur les enseignements tirés a fortement confirmé la pertinence et l'importance de cette activité, car ses conclusions génèrent des preuves essentielles pour le plaidoyer local, national et international visant à protéger les droits humains de diverses personnes et communautés vulnérables et à prévenir de nouvelles violations. Il est également crucial de fournir un moyen sûr de signaler les violations des droits, d'identifier les besoins et les lacunes en matière de protection, de permettre une conception efficace des programmes, d'examiner les réponses humanitaires, de les adapter au contexte et, enfin, de disposer de références en cas de besoin d'assistance urgente pour les personnes et les communautés vulnérables.

Le rapport indique aussi clairement que pour que l'aide humanitaire aux populations touchées soit bien conçue et pertinente, le suivi de la protection doit se fonder sur des preuves recueillies grâce à la participation et à l'inclusion significatives de toutes les personnes et communautés touchées, en particulier les communautés marginalisées qui sont souvent victimes de discrimination, les plaçant ainsi au centre des débats humanitaires qui identifient leurs capacités, leurs besoins et leurs priorités.

Les recommandations clés mises en évidence dans le rapport sont les suivantes :

Les agences humanitaires engagées dans le suivi de la protection devraient :

1. Demander l'élaboration et l'introduction de procédures opérationnelles permanentes nationales (PoP) ;
2. Investir du temps et des ressources afin d'établir un engagement communautaire et de relations avec les autorités nationales et locales ;
3. Veiller à ce que les rapports de suivi de la protection contiennent des recommandations d'action claires ;
4. Veiller à ce que les informations issues de le suivi de la protection soient partagées avec les communautés, dans tout format approprié et sans compromettre la confidentialité des données.

Le leadership humanitaire devrait :

1. Produire des orientations complètes afin de garantir une compréhension commune de la nature du travail de contrôle de la protection ;
2. S'assurer que les groupes sectoriels et les groupes de travail sur la protection donnent la priorité au suivi de la protection et disposent d'un personnel suffisant ;
3. Analyser les risques de ne pas partager et de partager des informations dans des contextes où des demandes de partage d'informations supplémentaires ont été faites, en clarifiant les « lignes rouges » sur le partage des données ;
4. Utiliser les informations du Suivi de la protection pour façonner la réponse humanitaire et s'assurer qu'elles atteignent les décideurs afin qu'ils puissent les utiliser pour améliorer l'environnement de protection.

Les agences de dons doivent :

1. Reconnaître l'importance du contrôle de la protection et comprendre que cette activité nécessite du temps et d'un investissement.

Nous espérons que ce rapport sera un outil de référence utile pour les praticiens de la protection humanitaire et qu'il fournira des conseils et des orientations pour soutenir tous les aspects de ce travail, de toutes les complexités de la planification d'activités de suivi de la protection efficaces et fondées sur des principes à la mise en œuvre approfondie, la coordination et le partage d'informations.

Note Méthodologique

1. *Méthodologie adoptée pour la préparation du bilan social : toute norme de rapport utilisée ; changements significatifs dans le champ d'application ou les méthodes de mesure depuis la période de rapport précédente ; autres informations utiles pour comprendre le processus et la méthodologie du rapport.*

Ce document a pour but de se conformer aux dispositions dictées par le décret législatif n° 117 du 3 juillet 2017, qui sont obligatoires pour les organisations du tiers secteur à partir de l'exercice 2020. Dans le sillage des ajustements mis en pratique l'année dernière, INTERSOS a donc terminé le processus d'élaboration et de production du bilan social 2021 conformément aux dispositions du Ministère du Travail et des Politiques sociales italien à travers les lignes directrices énoncées dans le décret du 4 juillet 2019, publié dans la Gazzetta Ufficiale Serie Generale n° 186 du 9 août 2019.

L'objectif principal de ce rapport est de rendre compte de nos activités et de nos réalisations en 2021. La volonté d'être une organisation transparente et responsable, vis-à-vis de toutes les parties prenantes externes et internes impliquées dans la mise en œuvre et la gestion des activités, est sous-jacente. À travers la représentation de ce qui a été fait, nous souhaitons faire ressortir, mais surtout faire connaître, la valeur ajoutée sociale générée, les changements sociaux produits et la durabilité de l'action sociale entreprise.

Le contenu du rapport a été élaboré suite à l'analyse et à l'évaluation critique des informations recueillies par le biais de questionnaires et de tables rondes organisés avec les principales parties prenantes internes et externes.

Les informations sur la structure et l'administration proviennent principalement des statuts de l'Association, approuvés par l'assemblée des membres du 17 juillet 2020, qui s'est réunie en session extraordinaire pour approuver les modifications des statuts afin de se conformer au décret législatif 117/2017. De plus, les documents suivants ont été utilisés pour intégrer des informations sur la gestion et la gouvernance de l'Organisation :

- Le livre des associés ;
- Le livre des réunions et des résolutions des assemblées ;
- Le livre des réunions et des résolutions du Conseil d'administration, de l'Organisme de contrôle et du Conseil des prud'hommes.

Ces informations tiennent donc compte de tous les derniers changements intervenus au sein de l'organisation.

Les informations sur les activités ont été recueillies auprès des collègues participant aux missions INTERSOS, sur la base de critères uniformes établis au départ :

- Afin de comptabiliser le nombre de projets au cours de l'année 2021, INTERSOS a pris en compte la compétence des contrats de financement des donateurs institutionnels ;
- Les activités considérées comme particulièrement significatives par rapport au contexte d'intervention ont été mises en évidence. Plus précisément, l'objectif était de mettre en évidence l'activité innovante (pour INTERSOS ou pour le pays) ; l'activité qui traite de questions considérées comme sensibles ; l'activité unique par rapport aux autres acteurs humanitaires et non-humanitaires présents sur le terrain ;
- Pour calculer la population aidée par nos projets, il a été décidé de se concentrer sur les personnes qui ont directement bénéficié des activités. Toutefois, cela ne doit pas minimiser l'impact que, très souvent, les activités ont également sur la communauté au sens large, ou simplement sur le ménage. Le nombre total comprend également les séances de sensibilisation, compte tenu notamment de toutes les interventions visant à promouvoir une bonne hygiène au moment de l'apparition de la pandémie de Covid-19. Enfin, le choix était d'arrondir le total aux centaines, par défaut, et d'éviter ainsi une précision injuste (et peu réaliste) à l'unité.

Les informations sur les ressources humaines ont été obtenues en calculant le nombre total d'ETP (équivalents temps plein).

Les informations économiques et financières proviennent des états financiers annuels, qui sont approuvés par le Conseil d'administration et l'Assemblée des membres, et font l'objet d'un audit par le cabinet de conseil externe Crowe Spa. Les états financiers annuels de 2021, ainsi que ceux des années précédentes, sont publiés et disponibles sur le site web de l'organisation à l'adresse www.intersos.org.

Le processus d'établissement de rapports qui a conduit à la rédaction de ce document s'est caractérisé par une contribution participative, impliquant tous les départements et unités du siège, ainsi que toutes les missions. Les travaux ont été supervisés par un comité de rédaction dont les membres sont : Flavia Melillo, Chiara Troiano, Giulia Gemelli, Miro Modrusan et Giovanni Visone.

Pour plus d'informations, veuillez contacter Giulia Gemelli à l'adresse

giulia.gemelli@intersos.org

Contacts

Rome

Via Aniene 26 A
00198 Roma
Tél : +39 06 853 7431
segreteria@intersos.org

Bureau de presse
Chiara De Stefano
Tél : +39 06 85374330
ufficiostampa@intersos.org

Service de soutien
Tél : +39 06 85374330
Mobile : +39 3283206557
sostenitori@intersos.org

Genève

Route de Morillon 1-5
1211 Geneva, Switzerland
miro.modrusan@intersos.org

Amman

12 al sharif Naser Ben Jamil street, 3rd floor
Shmeisani/Wadi Saqra Amman, Jordan
jordan@intersos.org

Nairobi

Saachi plaza, Argwings Kodhek Rd
Block C Suite C3, Kilimani Nairobi, Kenya
kenya@intersos.org

Dakar

Résidence Elysium, Avenue du Méridien Président,
Almadies zone 7 Dakar, Senegal
mamadou.ndiaye@intersos.org

INTERSOS Hellas

31 Ermou str, Thessaloniki,
54624, Greece
info@intersos.gr



INTERSOS  **S**
AIDE EN PREMIÈRE LIGNE

Siège social Via Aniene 26 A, 00198 Roma - **Code fiscal** 97091470589 - **TVA.** 12731101007

www.intersos.org